UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Pression démographique et mobilité spatiale de la population : cas des communes Giheta et Gitega

Ndayizeye, Evelyne; Sous la direction de : Emerusenge Emile,

2003
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1434

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES:
DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

PRESSION DEMOGRAPHIQUE ET MOBILITE SPATIALE DE LA POPULATION: Cas des communes Giheta et Gitega

Par NDAYIZEYE Evelyne

Sous la direction de :
EMERUSENGE Emile,
Docteur en Géographie

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Géographie.

Option: Aménagement du territoire.

Bujumbura, Août 2003

Dédicace

A mon feu père qui initia le projet de m'envoyer à l'école,

A ma brave mère qui poursuivit et acheva le projet,

A mes frères et sœurs,

Enfin, à mon cher époux Ntemako Diomède et notre fillette Larry Dièvе pour tant d'amour et de compréhension,

Je dédie ce mémoire .

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il est de notre devoir d'adresser nos vifs remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à sa réalisation.

Notre profonde gratitude va d'abord au professeur EMERUSENGE Emile qui, malgré ses multiples occupations a accepté de diriger le présent mémoire. Sa rigueur scientifique et ses sages conseils nous ont permis d'aller jusqu'au bout de la difficile mais noble mission de recherche.

Elle va ensuite à tous les professeurs de la faculté des lettres et sciences humaines, surtout ceux du Département de Géographie qui, au cours de ces quatre dernières années, nous ont doté d'une formation tant humaine qu'intellectuelle.

Nous voudrions aussi adresser nos vifs remerciements aux personnels de l'IGEBU et l'ISTEEBU pour nous avoir fourni tant d'informations en rapport avec notre sujet d'Etude.

NDAYIZEYE Evelyne.

TABLE DES MATIERES

Page

Dédicace ..... *i*

Remerciements ..... *ii*

Table des matières ..... *iii*

Sigles et abréviations ..... *viii*

Liste des figures ..... *ix*

Liste des tableaux ..... *x*

0. INTRODUCTION GENERALE 1

0.1. Intérêt du sujet 1

0.2. Méthodologie de travail 3

0.3. Articulation du travail 3

0.4. Présentation de la zone d'étude 4

PREMIERE PARTIE : PRESSION DEMOGRAPHIQUE, PRODUCTION AGRICOLE ET DEGRADATION DES SOLS 7

Chap. I : SITUATION DEMOGRAPHIQUE 8

I.1. Un espace fortement humanisé 9

I.1.1. Les sources de données 9

I.1.2. Les effectifs 10

I.2. Densité et répartition de la population 14

I.3. L'augmentation de la population 19

I.3.1. Les mouvements naturels 19

I.3.1.1. Une natalité élevée 20

I.3.1.2. Une mortalité en régression 20

I.3.1.3. L'accroissement naturel 20

I.3.2. L'accroissement par flux migratoires 20

I.4. La structure de la population 21
I.4.1. La composition de la population par âge et par sexe 21
I.4.1.1. La structure par âge 21
I.4.1.2. La répartition par sexe 23
I.4.1.3. La pyramide des âges 24
I.4.2. La structure socio-professionnelle 27
Conclusion 28

Chap. II : LES FACTEURS DES FORTES DENSITES DES COMMUNES GIHETA ET GITEGA 29
A. Les facteurs physiques 29
A.1. L'altitude 29
A.2. La salubrité du climat 30
A.2.1. Les éléments du climat 31
A.2.1.1. Les précipitations 31
A.2.1.2. Les températures 32
A.3. La densité de la population et le relief 34
A.4. L'aptitude des sols 34
A.4.1. Les ferrisols 35
A.4.2. Les ferrasols 35
A.4.3. Les lithosols 35
A.4.4. Les sols alluvionnaires 36
A.5. L'hydrographie et la végétation 36
A.5.1. L'hydrographie 36
A.5.2. La végétation 37
B. Les facteurs socio-économiques 37
B.6. L'agriculture : une activité principale 38
B.6.1. Les techniques agricoles 38

B.6.2. Une agriculture intensive 39
B.6.2.1. L'utilisation des engrais 40
B.6.2.2. L'utilisation des semences sélectionnées 41
Conclusion 42

Chap. III : LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE 43
III.1. Les indicateurs de la pression démographique 44
III.1.1. Le morcellement des exploitations agricoles 44
III.1.2. La surexploitation du sol 45
III.1.2.1. La rotation des cultures 45
III.1.2.2. Les associations culturales 46
III.1.3. L'exploitation des terres marginales 47
III.1.3.1. Exploitation des fonds de vallées 47
III.1.3.2. Exploitation des terres d'altitude 48
III.1.4. Le chômage déguisé 49
III.2. Impact de la pression démographique sur le régime foncier 50
III.2.1. Le mode d'acquisition des terres 50
III.2.1.1. L'obtention des terres par héritage 50
III.2.1.2. L'obtention des terres par achat 50
III.2.1.3. L'obtention des terres par location 51
III.2.1.4. L'obtention des terres par don 51
III.2.2. Les litiges au sujet des terres 52
III.3. L'impact de la pression démographique sur l'élevage 53
III.3.1. L'élevage bovin 54
III.3.2. L'élevage du petit bétail et l'aviculture.....55
III.3.3. La place de l'élevage dans l'économie de la région 56
III.4. Impact de la pression démographique sur la production agricole 57

Conclusion 58

IIème PARTIE : LES EXUTOIRES A L'ENGORGEMENT DE LA ZONE D'ETUDE 59

Chap. IV : LES DETERMINANTS DE LA MOBILITE SPATIALE 60

IV.1. La crise foncière 61

IV.1.1. La stérilité du sol 65

IV.2. La recherche d'un apport monétaire 65

IV.3. Les raisons familiales 66

IV.4. Les conflits sociaux 66

IV.5. La distance 67

IV.6. Les coûts sociaux 68

IV.7. Les moyens financiers 68

IV.7.1. Les frais de déplacement 68

IV.7.2. Les frais d'installation 69

IV.7.3. Les frais de consommation 69

Chap. V : LES MIGRATIONS COMME REPONSE A L'ENGORGEMENT DE LA ZONE D'ETUDE 71

V.1. Comparaison du niveau de migration et de croissance démographique selon les provinces 71

V.2. Migration dans notre zone d'étude 74

V.2.1. L'immigration et l'émigration 74

V.3. Les mouvements pendulaires 75

V.3.1. La ville de Gitega : centre d'activité 76

V.4. L'exode rural 80

V.4.1. L'exode rural vers la ville de Gitega 80

V.4.2. L'exode rural vers la ville de Bujumbura 81

V.5. Migrations vers les autres régions du pays 81

V.6. Les effets des migrations 82

V.6.1. Les effets démographiques 82

V.6.2. Les effets économiques 83
V.7. Migration : une solution non durable 84
V.7.1. Une politique de développement rural 85
V.7.2. L'incapacité de former et de rentabiliser le capital humain.. 86

CONCLUSION GENERALE 91
BIBLIOGRAPHIE 94

SIGLES ET ABREVIATIONS

Chap.	: Chapitre
D.P.A.E.	: Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
F.A.O.	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation
ha	: Hectare
Hab/km²	: Habitants par kilomètre carré
IGEBU	: Institut Géographique du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ITABU	: Institut Technique Agricole du Burundi
O.N.G.	: Organisation Non Gouvernementale
Op. cit.	: opere citato (ouvrage déjà cité)
Pmm	: Précipitation
P.U.F.	: Presses Universitaires de France
Q	: Question
R.G.P.	: Recensement Général de la Population
%	: Pourcentage

LISTE DES FIGURES

Page

Fig. n° 1	: Localisation de la zone d'étude	5
Fig. n° 2	: Présentation générale de la zone d'étude	6
Fig. n° 3	: Densité de la population de la province Gitega en 1990 ...	13
Fig. n° 4	: Répartition des densités de la population des communes Giheta et Gitega par colline de recensement ...	18
Fig. n° 5	: Pyramide des âges de la Population de la commune Giheta..... .	25
Fig. n° 6	: Pyramide des âges de la Population de la commune Gitega	26
Fig. n° 7	: Les principaux flux migratoires	64
Fig. n° 8	: Pôles d'attraction des populations et localisation des principaux projets de développement rural	88

LISTE DES TABLEAUX

Page

Tableau n° 1 : Répartition de la population de la province Gitega en 1979 10

Tableau n° 2 : Répartition de la population de la province Gitega en 1990 11

Tableau n° 3 : Répartition de la population et densité par colline de recensement dans la zone d'étude 15-16

Tableau n° 4 : Fréquence des densités dans la zone d'étude 17

Tableau n° 5 : Répartition de la population des communes Giheta et Gitega par groupe d'âge et par sexe 22

Tableau n° 6 : Répartition de la population selon les grands groupes d'âges 23

Tableau n° 7 : Les précipitations mensuelles (1971-2000) station de Gitega-Aéroport 31

Tableau n° 8 : Les températures moyennes mensuelles (1987-2000) station de Gitega-Aéroport 33

Tableau n° 9 : Les principales associations culturales dans les deux communes 46

Tableau n°10: Les modes d'obtention des terres 52

Tableau n°11: Taille de l'exploitation agricole dans les régions traditionnelles du Burundi entre 1949-1987 62

Tableau n°12: Les déterminants des migrants 70

Tableau n°13: Evolution démographique intercensitaire selon les provinces (1979-1990) 72

Tableau n°14: Bilan migratoire de la période intercensitaire 1979-1990.. 73

Tableau n°15: Lieux d'immigration et raisons d'émigration dans la commune Giheta 78

Tableau n°16: Lieux d'immigration et raisons d'émigration dans la commune Gitega 79

0. INTRODUCTION GENERALE

L'explosion démographique est l'un des phénomènes les plus remarquables de notre époque. Elle est à l'origine de nombreux problèmes, et même d'une inquiétude générale à l'échelle du globe. Le Burundi figure aujourd'hui parmi les pays les plus densément peuplés et se trouve confronté de ce fait à un certain nombre de problèmes.
A cet effet, il faut rappeler que 93%[1] de la population active vit de l'agriculture. Cette dernière doit trouver assez d'étendue cultivable pour subvenir aux besoins alimentaires. Avec 1.110.000 ha cultivés en 1979, le taux d'occupation du sol avoisinait 40%[2] pour l'ensemble du pays et constituait le taux le plus élevé de l'Afrique intertropicale. Le même taux était évalué à 65% avec une superficie agricole totale de 1.674.810 ha en 1982[3]. C'est-à-dire la superficie occupée par les cultures, les pâturages et les boisements.
Estimé à 73% en 1985[4], ce taux moyen est aujourd'hui beaucoup plus élevé dans les régions les plus densément peuplées du pays telle que notre zone de recherche. Face à cette situation, il s'opère un phénomène de mobilité spatiale de la population. Cette dernière cherche refuge dans d'autres régions du pays où les problèmes de la pression démographique sont limités.

0.1. Intérêt du sujet

A l'heure actuelle, personne ne nierait le rôle crucial de la croissance de la population dans tout processus de planification sociale et économique. Au Burundi, pays le plus densément peuplé d'Afrique après son voisin du Nord, le Rwanda, la question démographique est d'actualité.

---

[1] République du Burundi, Ministère de l'Intérieur, *Recensement général de la population et de l'habitat du 16.08.1979 : Résultats définitifs*, p. 23.
[2] Acquier, J.L. et alii. « *Occupation du sol* » in Atlas du Burundi, 1979, p. 14.
[3] République du Burundi, *IIème plan quinquennal de développement économique et social 1982-1987*. Volume I, Bujumbura, 1984, p. 14.
[4] République du Burundi, *IIème plan quinquennal de développement économique et social*, op. cit., p. 14.

« Ce n'est qu'à la fin des années 70 que les débats tant formels qu'informels ont fait planer le spectre d'une démographie galopante ».[5]

Le choix de notre sujet d'étude : « **PRESSION DEMOGRAPHIQUE ET MOBILITE SPATIALE DE LA POPULATION : Cas des communes Giheta et Gitega** » nous a été dicté d'abord par l'intérêt qu'il présente actuellement dans le sens d'une relation inséparable entre la population et le développement. Ensuite, nous avons eu le souci de donner notre contribution, modeste soit-elle, dans l'étude de relation entre la pression démographique et la mobilité spatiale de la population. Enfin, nous avons voulu analyser si les migrations que nous observons de plus en plus dans la région d'étude constituent réellement une solution aux problèmes de la pression démographique.

Bref, la zone d'étude a été choisie sur base de sa situation démographique dans le pays. Le fait que nous soyons aussi originaire de cette région étant un atout pour y mener une telle recherche.

Pour bien mener cette étude, nous nous sommes donné des hypothèses de travail, à savoir.

1° Quelle est la situation démographique de notre zone de recherche ?

2° La population de notre zone de recherche connaît-elle des problèmes liés à la pression démographique ?

3° Les problèmes liés à la pression démographique sont-ils de véritables causes de mouvements migratoires ?

4° La mobilité de la population, constitue-t-elle une solution au désengorgement de la zone d'étude ?

Ce sont là les quatre hypothèses qui ont guidé notre travail dans le but de montrer que notre zone de recherche est actuellement caractérisée par une pression démographique qui engendre par voie de conséquence, des problèmes socio-

[5] Ngayimpenda, E., « *Registres paroissiaux », problématique et contribution à la démographie historique du Burundi* » in Cahiers d'histoire », VI-V, p. 48.

économiques dont il convient ici d'analyser les tenants et les aboutissants. La région est également caractérisée par une mobilité de la population qui n'échappe pas à l'œil d'un observateur. Ainsi, notre étude permettra d'analyser et de dégager les problèmes actuels liés à la mobilité dans notre zone d'étude. La présente étude permettra également de comprendre, par analogie, la portée réelle de la question de mobilité dans certaines contrées du Burundi et ses implications au niveau du développement socio-économique du pays.

0.2. Méthodologie de travail

Dans la réalisation de ce travail nous avons d'abord consulté les ouvrages généraux, les thèses, les mémoires ainsi que les rapports et les résultats des recensements. Ensuite des enquêtes menées sur terrain et des observations personnelles ont guidé notre recherche et ont permis de vérifier les hypothèses de base. Enfin, nous avons complété ces données par des informations reçues auprès de différents services en l'occurrence le Ministère de l'Intérieur, l'ISTEEBU, l'IGEBU ainsi que le département de la population.

0.3. Articulation du travail

Notre travail s'articule sur deux parties principales. La première partie met en relief la pression démographique et démontre en trois chapitres, le caractère de surpeuplement de notre zone de recherche, les raisons et les conséquences qui en découlent. La seconde partie traite en deux chapitres de la mobilité de la population. En effet, la mobilité de la population est ici considérée, en même temps, comme conséquence et solution aux problèmes de la pression démographique.

0.4. Présentation de la zone d'étude

Notre zone d'étude est constituée de deux communes Giheta et Gitega. Elles font partie de la province de Gitega située au centre du pays. Les deux communes constituent une partie parmi les onze collines qui forment actuellement la province de Gitega. Le découpage de notre zone d'étude date de 1982 et elle compte respectivement 31 et 30 collines de recensement pour la commune de Giheta et Gitega, lesquelles collines sont regroupées dans 6 entités administratives communément appelées "zones", dont trois pour chacune des deux communes.

Dans les pages suivantes, des cartes pourront nous montrer la délimitation et la présentation générales de la zone d'étude.

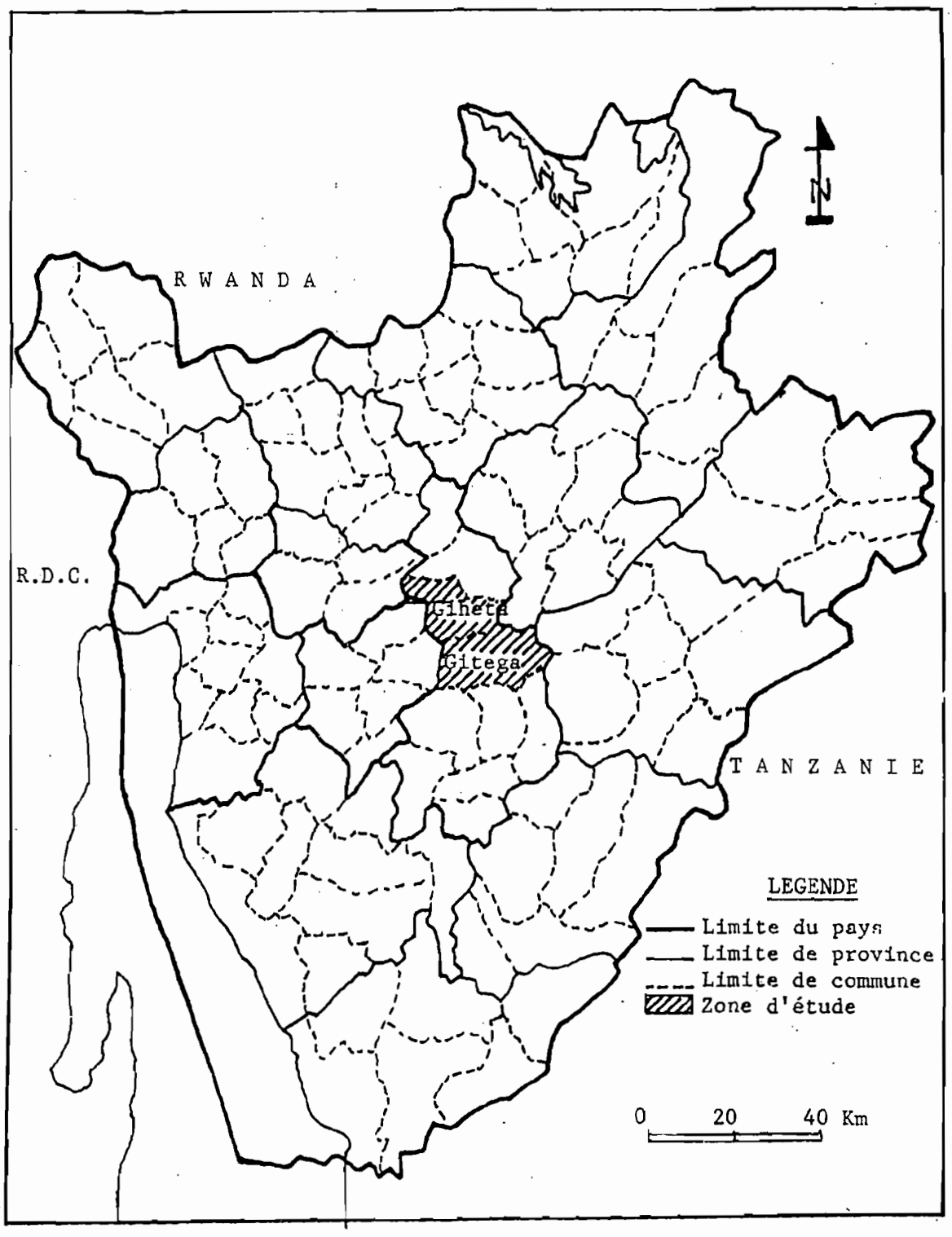


Fig. 1 LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE

SOURCE : Bidou, J.E, et alii, Géographie du Burundi, hatier, p. 10

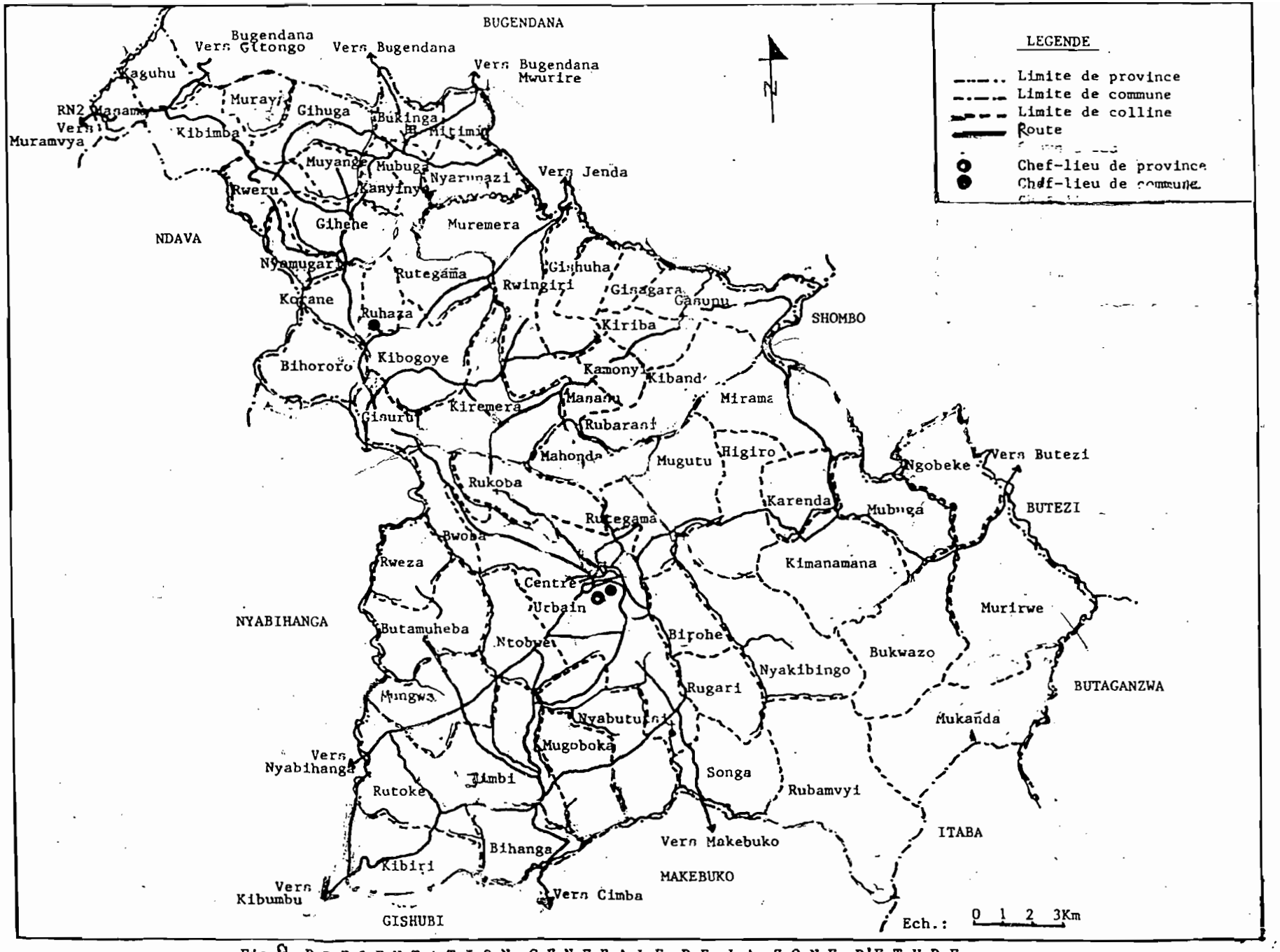


Fig. 2 PRESENTATION GENERALE DE LA ZONE D'ETUDE
SOURCE: Réalisée à partir des cartes des communes Giheta et Gitega, MININTER, Département de la population.

I^{ère} PARTIE : PRESSION DEMOGRAPHIQUE, PRODUCTION AGRICOLE ET DEGRADATION DES SOLS

Dans une région où la grande partie de la population vit de l'agriculture, la croissance démographique va de pair avec la rareté des surfaces cultivables. Cette dernière pousse à la surexploitation du sol. Dans la région de notre zone de recherche, la pression démographique a conduit à l'utilisation de plus en plus intense du sol, ce qui provoque une dégradation continue de ce dernier .

La production agricole diminue de plus en plus, cela étant tributaire de l'exiguïté des terres ainsi que la dégradation des sols. La mise en jachère constituait dans le temps, le meilleur moyen pour le sol de se régénérer, surtout sur les parcelles les moins fumées. Aujourd'hui, les paysans ont une tendance aiguë à réduire cette pratique.

Dans cet ordre d'idées, la fumure est également rare suite à la disparition de l'élevage, la végétation suit la même courbe de récession. Une autre conséquence de cette dégradation est l'augmentation parfois catastrophique de la sensibilité de ces sols à l'érosion dès lors qu'ils sont mis en culture.

Dans le chapitre qui suit, nous montrerons la situation démographique de notre zone d'étude.

CHAPITRE I : SITUATION DEMOGRAPHIQUE

En 2001, la population Burundaise était estimée à 6.847.000 habitants sur 25.949,5 km² de terres émergées, soit une densité de ≅ 264 habitants au km². Son taux d'accroissement naturel annuel moyen est de 2,7% ; à ce rythme, on prévoit qu'elle aura dépassé les 10 millions d'ici 2013 et 14.000.000 en 2023, avec une densité de 539 habitants au km².

De 155 habitants au km² en 1979, la densité moyenne est passée à 204 en 1990 pour atteindre 257 habitants au km² en l'an 2000. Cette densité est inégalement répartie : sur les seize provinces rurales que compte le Burundi, sept d'entre elles[6] ont des densités supérieures à 300 habitants au km², alors que cinq autres[7] ont au plus 200 habitants au km². A elles seules, les sept provinces les plus peuplées rassemblent 50,5% du total de la population du Burundi, sur seulement 35,3% du territoire, alors que les cinq provinces les moins peuplées ne totalisent que 22,9% du volume démographique du pays sur 41,2% de sa superficie. Dans certaines communes du centre nord, la densité dépasse les 480 habitants au km².

D'une façon générale, la distribution des densités oppose les régions centrales et septentrionales du pays fortement peuplées, aux régions méridionales et orientales qui le sont moins. Ce niveau de peuplement n'a en soi rien d'alarmant. C'est lorsque nous rentrons dans les caractéristiques socio-démographiques et économiques de cette population que nous trouvons qu'il y a lieu de nous inquiéter. Nous avons affaire à une population pauvre, jeune, essentiellement agricole, analphabète et qui est dans l'ensemble très féconde. L'on notera que l'ensemble de la population burundaise se retrouve avec les mêmes caractéristiques que celles de notre zone de recherche.

Au cours du présent chapitre, nous analyserons les caractéristiques de la population des communes Giheta et Gitega afin de comprendre la pression de la population sur les ressources naturelles de notre zone d'étude.

---

[6] Ngozi, Kayanza, Bujumbura, Gitega, Kirundo, Muramvya, Mwaro.
[7] Cankuzo, Rutana, Ruyigi, Bururi, Makamba.

I.1. Un espace fortement humanisé

Les communes Giheta et Gitega se situent dans la région à laquelle Gourou[8] a attribué l'appellation d'« axe de forte densité » constituée par les provinces les plus densément peuplées qui sont Kayanza, Ngozi, Gitega, Muramvya.

I.1.1. Les sources de données

Avant le recensement général de la population et de l'habitat de 1979, il n'existait pas de sources d'informations fiables sur la population. Les données anciennes étaient incomplètes, citons ici les recensements administratifs qui ne visaient que les hommes adultes et valides (H.A.V.) pour évaluer l'effectif de la population imposable. Les femmes et les enfants suscitaient peu d'intérêt lors du recensement. Les enregistrements de l'Etat civil souffraient de la non déclaration des décès et des naissances. Les registres paroissiaux, très bien élaborés ne concernaient malheureusement que la population catholique, les musulmans, les protestants, les animistes et les autres catégories socio-religieuses n'y figuraient pas.

C'est ce problème de manque de données fiables antérieures au recensement de 1979 qui nous a poussé à analyser l'occupation humaine dans notre zone d'étude à partir de cette date bien que l'occupation de l'homme y soit fort ancienne. Cela n'a pas permis de bien cerner l'évolution de la situation démographique des communes Giheta et Gitega sur une période assez longue.
Mais étant donné le but de cette étude, ce sont plutôt les densités et la répartition de la population actuelle qui vont revêtir beaucoup plus d'importance.

---

[8] Gourou, P., *La densité de la population au Rwanda-Urundi*. Esquisse d'une étude géographique. Bruxelles, 1953, p. 32.

I.1.2. Les effectifs

Selon les résultats définitifs du recensement général de la population et de l'habitat de 1979, la population des communes Giheta et Gitega s'élevaient respectivement à 49.928 habitants et 79.660 habitants sur une superficie de 155 km² à Giheta et 316 km² à Gitega. Onze ans plus tard, la situation avait beaucoup changé. Les deux communes Giheta et Gitega comptaient respectivement 62.081 habitants et 101.827 habitants[9] avec des densités toujours supérieures à la moyenne nationale. Le tableau n° 1 sur les recensements de 1979 et 1990 nous donne plus d'informations à ce sujet.

Tableau n° 1 : Répartition de la population de la province Gitega en 1979

Commune	Population totale	Superficie en km²	Densité hab/km²
Bukirasazi	58.529	257	227,74
Itaba	36.739	219	167,76
Makebuko	47.093	173	272,21
Nyabiraba	93.269	435	214,41
Bitare	65.310	283	230,78
Giheta	**49.928**	**155**	**322,12**
Gitega	**79.660**	**316**	**252,09**
Mutaho	74.639	338	220,83
Bugenyuzi	60.650	396	153,16
Buhiga	56.898	329	172,94
Nyabikere	58.894	546	107,86
Total	681.609	3.447	197,74

Source : *MINISTERE DE L'INTERIEUR, Département de la population : Résultats définitifs de la province Gitega. Recensement général de la population et de l'habitat 1979, p. 6.*

[9] MINISTERE DE L'INTERIEUR, *Département de la population : Recensement général de la population et de l'habitat, Août 1979, Août 1990 : Résultats définitifs de la province Gitega.*

Cette répartition de la population au niveau provincial, nous permet de classer notre zone d'étude. La province Gitega accusait une densité avoisinant 198 hab/km², donc, supérieure à la densité moyenne nationale qui était de 155 hab/km². La commune Giheta étant la plus densément peuplée avec 322 hab/km², celle de Nyabikere était la moins dense avec 108 hab/km².

Voici le classement par ordre décroissant, les densités de la population des communes de la province Gitega.

1. Giheta
2. Makebuko
3. Gitega
4. Bitare
5. Bukirasazi
6. Mutaho
7. Nyabiraba
8. Buhiga
9. Itaba
10. Bugenyuzi
11. Nyabikere

Bref, les deux communes de Giheta et Gitega se classent parmi les communes les plus densement peuplées de la province et du pays.

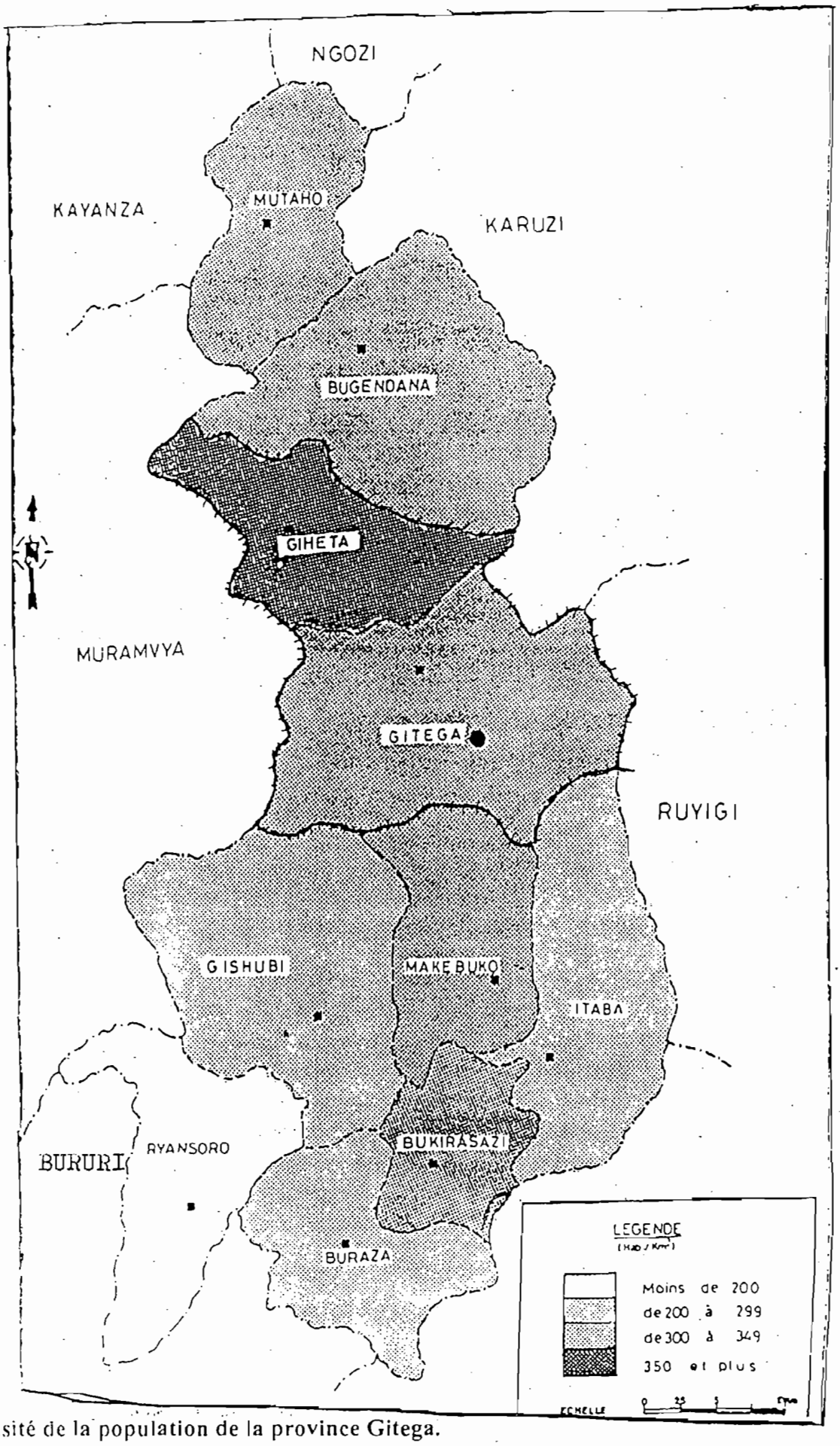
Tableau n° 2 : Répartition de la population de la province Gitega en 1990

Commune	Population totale	Superficie en km²	Densité hab/km²
Bugendana	85.507	283	303
Bukirasazi	28.650	87,78	327
Buraza	36.142	158,78	228
Giheta	**61.328**	**155,56**	**395**
Gishubi	73.493	261,80	281
Gitega	**100.333**	**315,44**	**319**
Itaba	45.147	222	204
Makebuko	51.601	170	304
Mutaho	50.497	151,40	334
Ryansoro	31.428	173,20	182
Total	564.127	1973	286

Source : *MINISTERE DE L'INTERIEUR, Département de la population : Résultats provisoires de la province Gitega. Recensement général de la population et de l'habitat, 1990.*

De ce tableau, nous pouvons affirmer que la province Gitega figure parmi les provinces les plus peuplées du pays, avec une montée exponentielle de densité pour la commune Gitega par rapport à la situation de 1979. Une seule commune « Ryansoro » avait une densité inférieure à la moyenne nationale qui était de 204 hab/km² à cette époque. Les deux communes qui font objet de cette étude gardaient en 1990 presque les mêmes places qu'en 1979.

La carte de densités de la province Gitega illustre bien la situation de la zone de recherche, du point de vue répartition de la population. Elle nous montre en quelque sorte la répartition de la population au niveau provincial et la place qu'occupe notre zone de recherche du point de vue peuplement (voir fig. n° 3). La commune Giheta figure dans le premier groupe de 350 et plus et la commune Gitega dans le second groupe de 300 à 349 hab/km².



g.3: Densité de la population de la province Gitega.

rce : MINISTERE DE L'INTERIEUR, département de la population, recensement général de la population et l'habitat, Août 1990.

En conclusion, nous pouvons affirmer que notre zone de recherche est caractérisée par une population nombreuse. Mais ces effectifs ne nous renseignent pas grand-chose, car ils ne sauraient traduire les disparités qui existent dans l'occupation de l'espace géographique. C'est ainsi que s'impose la connaissance de la distribution spatiale de la population et des densités à l'intérieur de chacune de deux communes qui font l'objet de cette étude, comme décrit ci-dessous.

I.2. Densité et répartition de la population

La population de notre zone d'étude est inégalement répartie, tel est d'ailleurs le cas pour l'ensemble du pays. Dans le contexte de notre recherche, la densité a une importance capitale dans la mesure où la population est essentiellement agricole. Nous remarquons par là que la population agricole a de moins en moins d'espace pour cultiver.

Au sein d'une même commune, les différences de densité s'observent d'une colline à une autre. Certaines collines avaient des densités qui dépassaient 500 habitants au km^2 en 1992 tandis que d'autres en avaient moins de 300 habitants par km^2. La densité de la population par colline permet de voir que notre zone d'étude est fortement humanisé et met en relief l'occupation dudit espace géographique.

Il convient de montrer (tableau n°3) la répartition de la population par colline de recensement. Cette dernière nous permettra de bien cerner l'inégale répartition de la population. Elle montre également que la commune Giheta est plus densément peuplée que celle de Gitega. Elle sera suivie d'une carte de cette répartition de la population qui montre une vue d'ensemble et qui permet de voir les zones moyennement ou encore plus peuplées de notre zone de recherche.

Tableau n° 3 : Répartition de la population et densité par colline de recensement dans la zone d'étude

Commune	Colline	Superficie	Effectif	Densité/km²
1. GIHETA	1. Bihororo	815	4.353	534
	2. Bukinga	404	1.346	333
	3. Gasunu	853	2.246	263
	4. Gihehe	639	3.334	522
	5. Gihuga	666	1.874	281
	6. Gisagara	260	468	280
	7. Gishuha	336	755	225
	8. Gisuru	414	2.716	656
	9. Kaguhu	374	2.051	548
	10. Kamonyi	376	867	231
	11. Kanyinya	256	1.105	432
	12. Kibande	612	1.996	326
	13. Kibimba	726	2.587	356
	14. Kibogoye	912	2.897	318
	15. Kiremera	1.185	5.449	460
	16. Kiriba	434	1.316	303
	17. Korane	337	1.674	497
	18. Masasu	238	1.111	467
	19. Mitimire	208	1.150	553
	20. Mubuga	280	1.393	497
	21. Murayi	339	1.199	354
	22. Muremera	1.328	3.642	274
	23. Musama	228	1.582	694
	24. Muyange	269	1.665	619
	25. Nyamugari	385	1.874	487
	26. Nyarunazi	453	1.496	330
	27. Rubarasi	326	2.301	706
	28. Ruhanza	337	2.030	602
	29. Rutegama	607	2.820	465
	30. Rweru	417	1.474	353
	31. Rwingiri	542	1.310	242

***Source**: Bergen, D W. Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, données de superficie et de population par colline de recensement, Bujumbura, Juillet, ISABU, 1992, p. 66.*

Commune	Colline	Superficie	Effectif	Densité/km²
2. GITEGA	1. Bihanga	594	3.005	506
	2. Birohe	399	3.557	891
	3. Bukwazo	1.170	2.077	178
	4. Butamuheba	913	3.245	355
	5. Bwoga	594	2.251	379
	6. Higiro	781	2.789	357
	7. Jimbi	1.804	3.651	202
	8. Karenda	457	1.232	270
	9. Kibiri	856	3.114	364
	10. Kimanama	938	3.072	328
	11. Mahonda	398	2.117	532
	12. Mirama	1.071	2.738	256
	13. Mubuga	1.787	3.430	192
	14. Mugoboka	762	3.371	442
	15. Mugutu	742	2.732	368
	16. Mukanda	1.314	2.540	193
	17. Mugina	783	3.286	420
	18. Muriwe	1.785	2.886	162
	19. Ngobeko	781	1.860	238
	20. Ntobwe	1.070	2.207	206
	21. Nyabututsi	1.342	2.234	166
	22. Nyakibingo	1.739	2.693	155
	23. Nyamugari	3.178	19.567	616
	24. Rubamvyi	1.807	3.387	187
	25. Rugari	743	2.585	348
	26. Rukoba	978	2.776	284
	27. Rutegama	475	2.589	545
	28. Rutoke	1.051	4.538	432
	29. Rweza	492	3.071	624
	30. Songa	740	3.227	436

En analysant ce tableau qui illustre la répartition de la population et la densité par colline de recensement des communes Giheta et Gitega, nous observons des différences au niveau des collines et des communes.

En commune Giheta, la répartition de la population est plus ou moins homogène, la colline la moins densément peuplée avait 225 hab/km² et la plus densément peuplée avait 706 hab/km². Dans la commune Gitega, la réalité est toute autre. La répartition de la population est très variée car on passe d'un extrême à l'autre. La colline Birohe avait 891 hab/km² alors que Muriwe avait 162 hab/km². De ce tableau, nous remarquons en outre que les communes Giheta et Gitega sont

densément peuplées avec la commune Giheta qui est plus peuplée que la commune Gitega.

Tableau n° 4 : Fréquence des densités

	GITEGA		GIHETA	
Densité hab/km²	F	%	F	%
Moins de 200	7	23,3	0	0
200 à 300	6	20	7	22,5
300 à 400	7	23,3	8	25,8
400 à 500	4	13,3	7	22,5
500 et plus	6	20	9	29,03

F= fréquence

***Source** : Réalisation personnelle sur base des données du tableau n° 3.*

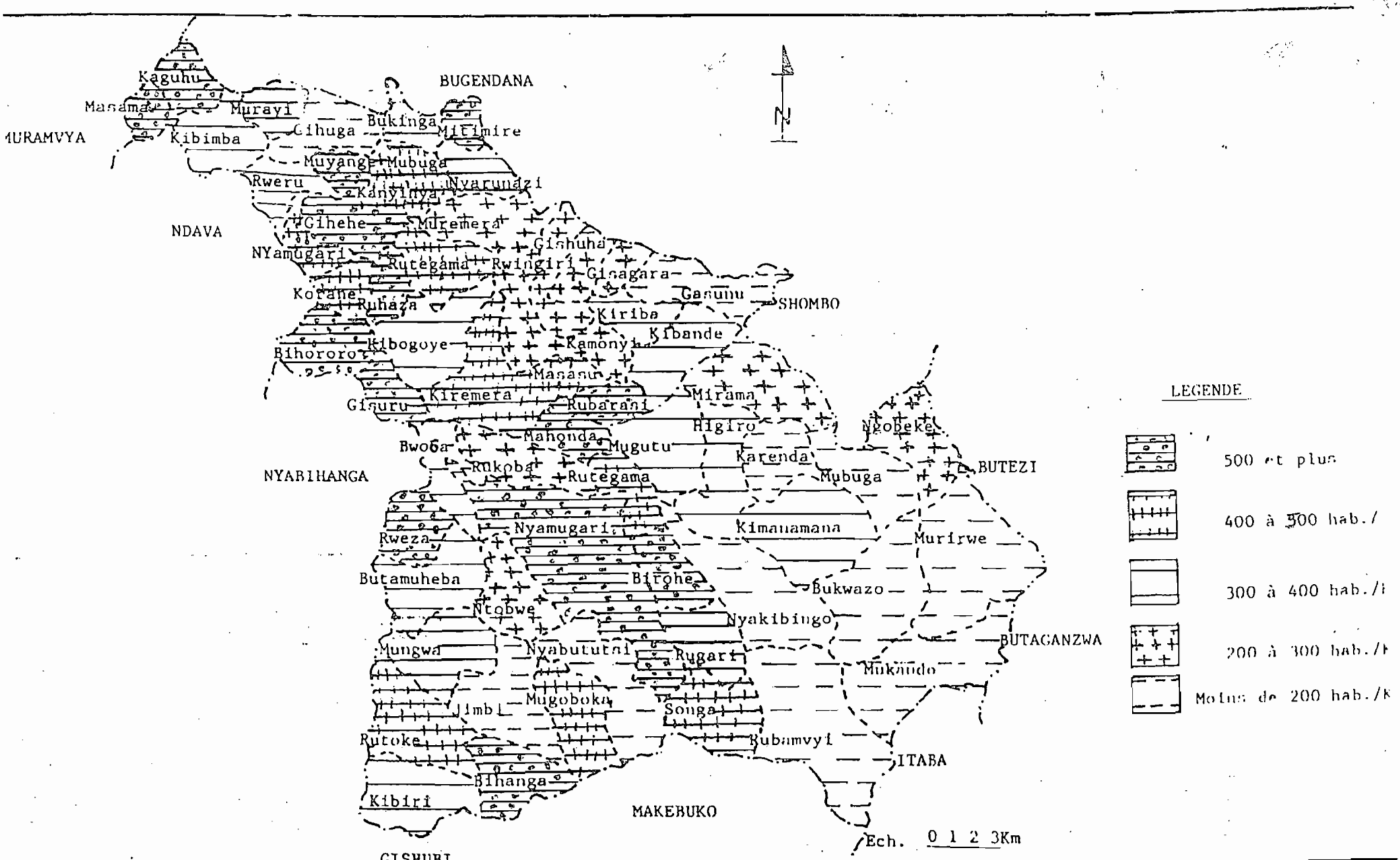


Fig.41 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR COLLINE DE RECENSEMENT
SOURCE: Réalisation personnelle à base des données du tableau n°3

Cette carte de la répartition des densités de la population nous permet de distinguer deux zones suivant la ligne Nord-Sud : la zone orientale la moins peuplée par rapport à la zone occidentale.

En effet, la partie orientale correspond aux massifs et chaînes de montagnes. Leurs sommets sont peu peuplés ; seule la colline Rubarasi en commune Giheta sur le flanc Est de Gisagara fait exception avec 706 hab/km². Sur les six collines ayant moins de 200 hab/km², cinq se situent au Sud-Est de la commune Gitega.

Bref, la répartition de la population dans les deux communes est inégalement répartie. Certaines collines ont des densités extrêmement fortes (cas de Rubarasi, Musama, Birohe, Rweza) à côté d'autres à densités moyennes (Kibande, Nyarunazi, Higiro, Rugari). Ce qui frappe le plus, c'est qu'aucune colline de recensement n'a moins de 150 hab/km² dans notre zone de recherche.

I.3. L'augmentation de la population

La population des communes Giheta et Gitega augmente essentiellement par accroissement naturel. Elle est passée respectivement de 62.081 habitants à 71.382 habitants et de 101.827 à 117.084 habitants entre 1990 et 2001.[10]
Pendant onze ans, la croissance démographique a été de 9.301 à Giheta et 15.257 à Gitega. Cela constitue une augmentation non négligeable dans une région déjà surpeuplée.

I.3.1. Les mouvements naturels

Par mouvements naturels, nous entendons le dynamisme interne d'une population. C'est-à-dire le taux de natalité, de mortalité, d'accroissement naturel, de fécondité et de reproduction. Les deux derniers taux ne seront pas analysés par manque

[10] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction : *Population Burundaise de 1990 à 2003. Estimation*, projet DBI/99/PO4, page 93.

de données. Rappelons seulement qu'ils sont élevés à l'échelle nationale. Déjà en 1979, le taux brut de reproduction était de 3,77.[11]

I.3.1.1. Une natalité élevée

La population de notre zone d'étude s'est caractérisée toujours par un comportement nataliste. La fécondité est perçue comme le centre de la cellule familiale. Selon la population de la région, c'est à travers l'enfant que se perpétuent les mœurs, les valeurs sociales et familiales. L'enfant est toujours considéré comme la pierre angulaire de la richesse familiale.

I.3.1.2. Une mortalité en régression

Comme dans tous les pays en voie de développement, le Burundi a connu au cours de son histoire une mortalité élevée surtout la mortalité infantile. Avec les progrès de la médecine, la mortalité infantile a cessé d'être une menace pour les enfants et une inquiétude pour les parents. D'où la faiblesse du taux de mortalité dans notre zone d'étude. Si on enregistre des taux de mortalité élevé pour certaines années, c'est à cause de la crise que connaît le pays en général.

I.3.1.3. L'accroissement naturel

Avec un taux de natalité élevé et un taux de mortalité faible, l'accroissement naturel est considérable puisque c'est la différence entre ces deux taux.

I.3.2. L'accroissement par flux migratoire

L'accroissement par flux migratoire est négligeable dans notre zone d'étude. L'immigration est faible et l'émigration est considérable. Ce qui signifie que la population diminue par flux migratoire alors qu'elle augmente par mouvements

[11] *MINISTERE DE L'INTERIEUR, Département de la population :* ***Recensement général de la population et de l'habitat du 16 Août 1979.***

naturels. Ce point fera objet d'un chapitre, c'est pourquoi nous ne le développons pas ici.

I.4. La structure de la population

L'analyse de la structure de la population est primordiale à plus d'un titre. Elle permet de connaître notamment la proportion des personnes actives et non actives. Cette dernière nous aide à calculer le taux de dépendance démographique, c'est-à-dire le rapport de la population d'âge non actif (0-14 ans et 65 ans et plus) à la population d'âge actif (15 à 64 ans). La connaissance de la structure de la population par sexe nous permet d'établir le rapport de masculinité, une comparaison entre la proportion des hommes et celle de femmes.

I.4.1. La composition de la population par âge et par sexe

a. La structure par âge

La répartition par âge que les démographes appellent « structure par âge » est une caractéristique essentielle d'une population. Sur le plan démographique, le niveau de mortalité, de fécondité dépendent fortement de l'âge. La répartition de la population entre personnes économiquement actives et personnes à charge dépend donc en grande partie de cette structure.

Tableau n° 5 : Répartition de la population des communes Giheta et Gitega par groupe d'âge et par sexe en 2001

	Commune Giheta			Commune Gitega		
Groupe d'âge	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
0 – 4	6.972	7.129	14.101	12.498	12.450	24.948
5 – 9	5.440	5.533	10.973	8.824	8.773	17.597
10 – 14	4.092	4.066	8.158	5.859	6.372	12.231
15 – 19	3.100	3.246	6.346	4.908	5.267	10.175
20 – 24	2.558	2.891	5.450	4.569	5.034	9.603
25 – 29	2.511	2.780	5.291	4.454	4.850	9.303
30 – 34	2.419	2.731	5.150	4.204	4.214	8.418
35 – 39	1.899	2.105	4.004	3.127	2.947	6.074
40 – 44	1.106	1.281	2.387	1.969	2.372	4.340
45 – 49	723	925	1.648	1.339	1.536	2.875
50 – 54	735	1.124	1.859	1.258	1.867	3.125
55 – 59	646	882	1.528	954	1.101	2.054
60 – 64	544	910	1.454	902	1.408	2.311
65 – 69	343	482	825	481	557	1.037
70 – 74	393	625	1.018	629	746	1.375
75 – 79	192	305	497	242	297	539
80 et plus	349	344	693	497	582	1.079
TOTAL	34.022	37.360	71.382	56.713	60.371	117.084

***Source** : MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION : Population Burundaise de 1990 à 2003, projet BDI/99/P04.p.93*

Dans les deux communes « Giheta et Gitega », la population de moins de 20 ans représente 55% de la population totale. Cela nous permet de dire que la population de notre zone d'étude est très jeune.

Tableau n° 6 : Répartition de la population selon les grands groupes d'âges

	Commune GIHETA		Commune GITEGA	
Groupe d'âge	Effectifs	%	Effectifs	%
0 – 14 ans	33.232	46,6	54.776	46,8
15 – 64 ans	35.117	49,2	58.278	49,8
64 ans et plus	3.033	4,2	4.020	3,4
TOTAL	71.382	100	117.084	100

Source : Réalisation personnelle sur base des données du tableau n°5

Ce tableau illustre la jeunesse de la population de notre zone d'étude. Remarquons que la population âgée de 64 ans et plus représente moins de 5% de la population des communes Giheta et Gitega. La jeunesse de la population explique également le taux de fécondité élevé. La population active est inférieure à 50% car la tranche de 0 à 14 ans représente à peu près la moitié de la population. Tout cela montre que le pays doit faire face à cette population jeune dans le développement économique approprié.

b. La répartition par sexe

D'une manière générale, une population comprend des proportions à peu près égales d'individus de sexe masculin et de sexe féminin à la naissance. L'indice habituellement utilisé pour caractériser cette distribution est le rapport de masculinité c'est-à-dire le nombre d'individus de sexe masculin pour 100 individus de sexe féminin.

Dans les communes Giheta et Gitega, le rapport de masculinité est respectivement 91 et 93 hommes pour 100 femmes[12].

Ce rapport de masculinité est influencé d'une part par les migrations qui touchent beaucoup les jeunes hommes que les femmes et d'autre part par les différences de mortalité entre les deux sexes. La différence au niveau de deux communes s'explique par le fait que la commune Gitega attire un peu les immigrants surtout la ville de

[12] Calculé par l'auteur à base des données du tableau n° 5.

Gitega que la commune Giheta. Le taux de masculinité à Gitega est donc légèrement supérieur à celui de Giheta.

A la naissance, la différence de proportion entre les deux sexes est minime, la proportion des filles de moins de cinq ans est légèrement supérieure à celle des garçons du même âge. La différence entre les deux sexes est plus remarquable à partir de vingt ans. Bref, nous avons une proportion d'individus de sexe féminin plus élevé que celle de sexe masculin. Les hommes émigrent plus que les femmes. L'effectif féminin domine l'effectif masculin dans notre zone d'étude.

c. La pyramide des âges

C'est elle qui traduit le mieux la répartition de la population par âge et par sexe ainsi que sa tendance générale. Pour mieux analyser les ressemblances de la population des communes Giheta et Gitega, nous avons fait deux pyramides des âges, l'un pour la commune Giheta et l'autre pour la commune Gitega.

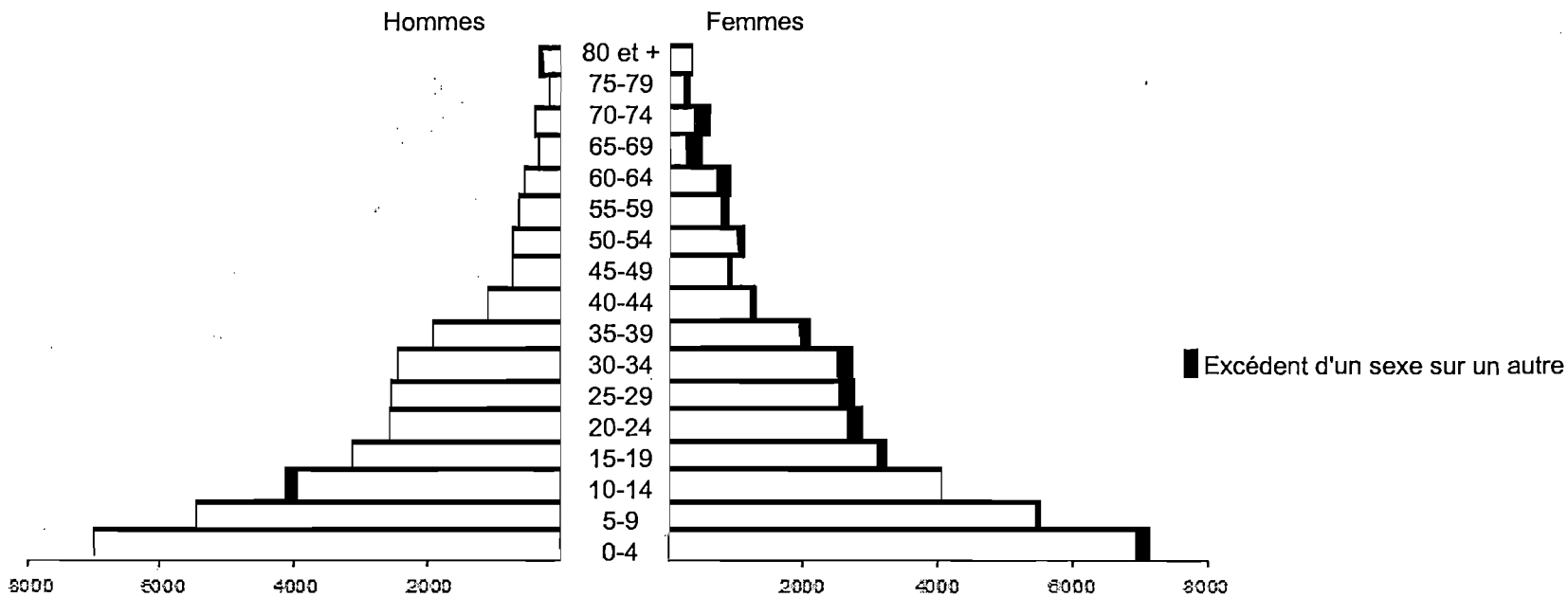


Figure 6 : Pyramide des âges : commune Giheta
Source : Réalisation personnelle à base des années du tableau 5

U.B.

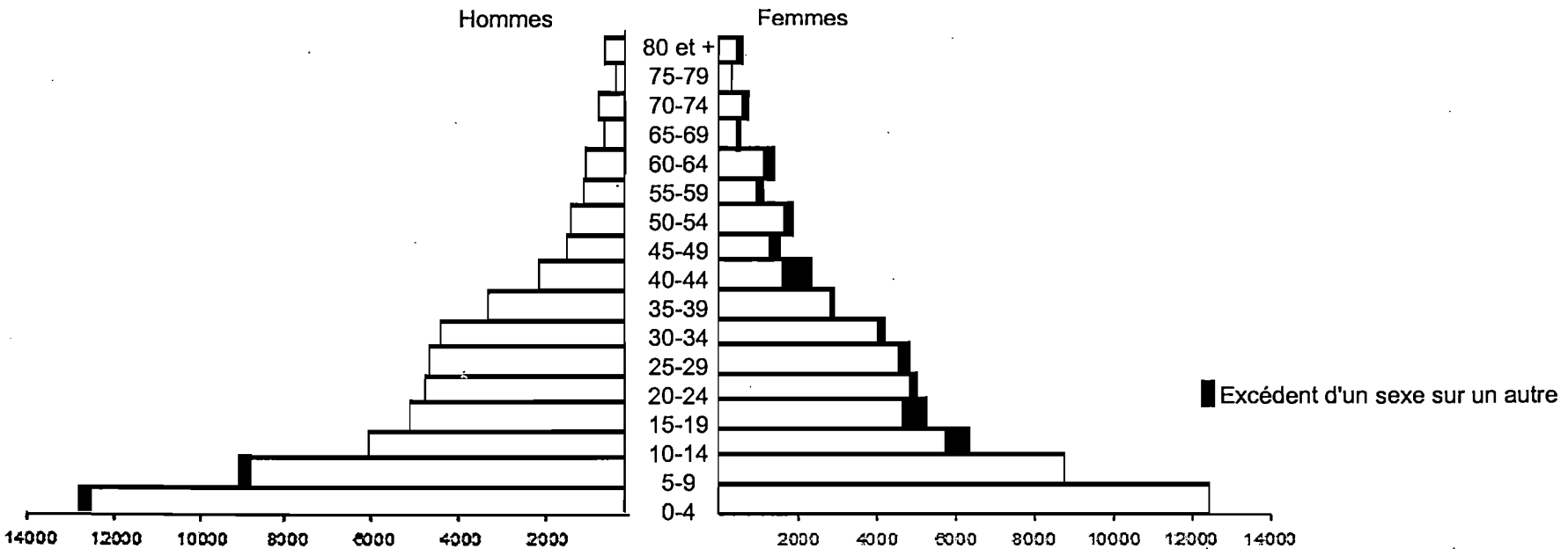


Figure 6 : Pyramides des âges : commune Gitega
Source : Réalisation personnelle à base des données du tableau 5

Les deux pyramides des âges ont une même forme. Elles sont de type parasol, base large, sommet effilé, ce qui traduit la jeunesse de la population des deux communes. Une analyse plus détaillée révèle des anomalies, la tranche d'âge 45-49 ans est plus petite que celle qui la suit. Cette situation s'explique essentiellement par l'émigration. A partir de 50 ans les gens préfèrent rester dans leurs communes natales. D'une façon générale, la base large traduit la forte représentation des jeunes générations et les flancs concaves et le sommet effilé de la pyramide montrent que les effectifs des âges adultes diminuent progressivement au fur des années.

En conclusion, la répartition de la population par âges et par sexe accuse d'abord une forte prédominance des jeunes. Environ 47% de la population ont moins de 15 ans. Ceci est le fait d'une fécondité élevée et/ou d'une réduction de la mortalité aux bas âges. Elle accuse ensuite une légère prédominance féminine. Ceci relève d'un fait de sélection naturelle, dans le monde entier les hommes sont plus fragiles et meurent à un rythme plus rapide que les femmes depuis la conception jusqu'à la vieillesse.

I.4.2. La structure socio- professionnelle

A l'instar de la majorité de la population burundaise, celle des communes Giheta et Gitega est essentiellement agricole. Les autres professions n'intéressent qu'une fraction très minime de la population active. Seule la colline Nyamugari en commune Gitega abrite une importante proportion de population non agricole.

Pour la province Gitega dont les deux communes font partie, les activités agricoles occupaient 94% de la population en 1979, la moyenne nationale était de 93% à cette époque. La situation n'a pas beaucoup changé, la population agricole dépasse 90% de la population totale dans les deux communes en particulier. Il est donc difficile de définir la population active car les âges théoriques ne sont pas toujours tenu en compte.

La tranche des actifs déborde le cadre du groupe conventionnel de 15 à 64 ans. L'agriculteur ne cesse le travail des champs que lorsque les forces physiques

l'abandonnent. L'enfant à bas âge prend part aux différents travaux au même titre que ses parents. De même, les vieux de 65 ans et plus continuent à exercer diverses activités pendant les derniers jours de leur vie.

Dans l'ensemble, l'étude de la structure socio- professionnelle de la population de notre zone d'étude révèle la prépondérance des personnes qui consacrent la majeure partie de leurs temps à une activité agricole qui leur procure l'essentiel du revenu.

Dans ce chapitre, nous venons de remarquer que notre zone de recherche constitue une des zones les plus peuplées du pays. La population révèle trois caractéristiques essentielles. Il s'agit d'une population nombreuse, jeune et essentiellement agricole. Une population nombreuse vivant essentiellement de l'agriculture suscite des problèmes. Elle doit exercer une pression sur les ressources naturelles plus précisément la terre, sa principale richesse. Avant d'analyser cette pression sur les ressources et les conséquences qui en découlent, commençons d'abord à analyser les facteurs qui ont influencé la forte occupation dans notre zone de recherche.

CHAPITRE II : LES FACTEURS DES FORTES DENSITES DES COMMUNES GIHETA ET GITEGA

A. Les facteurs physiques

Pour faire une étude sur la population, il est intéressant de saisir d'abord son environnement physique car ce dernier influence le peuplement d'une région donnée. Notre objectif n'est pas de faire une étude du milieu physique des deux communes mais plutôt d'analyser l'influence des facteurs physiques sur les fortes densités de notre zone de recherche. Dans les lignes qui suivent, nous essayerons de déterminer le rôle de l'altitude, du climat, du relief, de la végétation, de l'hydrographie et de l'aptitude des sols.

A.1. L'altitude

La zone qui constitue l'objet d'étude se situe entre 1500 et 2000 m d'altitude. Elle fait partie des plateaux du Burundi central, caractérisé par des unités topographiques variées dont l'élément dominant reste le plateau à aspect collinaire avec des altitudes oscillant autour de 1600 m.

Pour se rendre compte des liens entre la densité de la population et l'altitude, Pierre Gourou distingue cinq zones d'altitude au Rwanda-Urundi.[13]

1° La zone au dessous de 1000 m avec une faible densité de 41.6 hab/km².
2° La zone de 1000 à 1500 m d'altitude avec 50 hab/km².
3° La zone de 1500 à 1800 m d'altitude avec 107,8 hab/km².
4° La zone de 1800 à 2000 m d'altitude avec 115 hab/km².
5° La zone au dessus de 2000 m d'altitude avec 106,5 hab/km².

[13] Gourou, P., op. cit., p. 38.

Gourou fait donc remarquer que la zone de 1500 à 2000 m d'altitude est la plus densément peuplée. La grande partie de notre zone d'étude appartient à cet ensemble. Ce qui prouve que l'altitude explique du moins en partie, les fortes densités de notre zone de recherche. Certains auteurs expliquent également les fortes densités de la région par l'absence de la malaria et de la maladie du sommeil. L'absence de la malaria a longtemps été liée à des facteurs humains limitant, notamment le perchement de l'habitat sur les collines, l'exploitation des fonds de vallées et l'isolement.

Aujourd'hui, le besoin des terres nouvelles pour répondre à l'accroissement de la population a conduit les paysans à mettre en valeur les fonds de vallées. Ainsi, la population fut amenée à fréquenter avec les « marais », mais surtout la mise en valeur de ceux-ci créa des conditions nouvelles plus favorables à l'anophèle funestus, l'un des dangereux vecteurs de la malaria actuellement. L'absence de la maladie du sommeil quant à elle s'explique par un facteur physique car la mouche tsé-tsé ne se développe pas au dessus de 1200 m d'altitude. C'est là un avantage considérable pour la région.

Certes, l'altitude à elle seule ne peut pas expliquer les fortes densités humaines mais elle agit par l'entremise d'autres facteurs. Ainsi, elle exerce une action évidente sur la répartition annuelle des pluies et cette dernière joue beaucoup dans le peuplement d'une région. L'altitude exerce également une action sur les températures d'une zone donnée.

A.2. La salubrité du climat

En raison de sa situation géographique entre 2° 30' et 4° 28' de latitude sud, le Burundi devrait jouir d'un climat de type équatorial avec des précipitations élevées et constantes et des températures à faible amplitude. Cependant, à cause de l'altitude et des vents venant de l'est, son climat se rapproche plus des climats tropicaux que des climats équatoriaux.

II.2.1. Les éléments du climat

II.2.1.1. Les précipitations

Les données pluviométriques auxquelles nous nous sommes référé sont des moyennes calculées sur une période de trente ans pour la station de Gitega-Aéroport. Nous avons utilisé les données d'une seule station car les autres stations n'ont pas de données fiables. Citons ici la station de Zege qui manque certaines données et celle de Kibimba qui ne fonctionne pas actuellement.

II.2.1.1.1. Les précipitations mensuelles (1971-2000) : station de Gitega-Aéroport

Tableau n° 7

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Tot An
1971	221,7	134,7	252,3	127,5	0,2	3,2	42,7	9,2	33,7	86,5	119,2	13,03	1035
1972	83,2	213,1	207,2	104,5	98,7	50,2	0	4,5	93,8	116,2	157,7	156,3	1285
1973	228,4	177,1	69,5	125,7	66,4	17,2	0	0	72,3	106,9	144,3	104,6	1112
1974	166,8	76,7	219,8	233,9	121	14,3	17,2	0,1	80,3	83,6	132	111,4	1257
1975	97,9	140	175,6	130,9	54,9	0	13	0	124,9	86,9	94	189,6	1108
1976	100,1	152,5	158,9	152,3	117,5	1,2	1,5	4.5	86,9	127,9	113	242,9	1259
1977	205,1	160,1	103,1	207,3	116	0,5	0	39,1	62,4	61,5	176,1	155	1286
1978	127,3	134,3	181,7	188,5	54,8	0	0	4,8	62,6	136,7	146,1	180,3	1217
1979	140,1	218,8	225,3	313,5	41,3	9	0	0	2,1	69,7	218,4	141,4	1380
1980	128,2	85,8	117,9	96,3	95	0	0	0,5	56,7	33,4	257,7	163,9	1035
1981	121	113,1	153,1	120,3	115,5	0	0,5	48,8	143,9	85,8	56,6	192,6	1151
1982	138	146,6	138,3	226,7	146,8	5,1	0	0	47,5	148,4	275,5	148,9	1422
1983	97,5	88,1	106,5	171,7	58,7	0,1	0	10,3	19,7	150,1	98,3	149,9	950.9
1984	161,7	153,7	70,8	109,1	3,9	0	24,8	28,9	22,6	151,9	208,7	204,6	1141
1985	96,5	225,2	167,4	250,1	20,6	0	0	0	86,5	172,2	129,1	103,6	1251
1986	233,4	205,1	171,7	255,2	131,1	0,8	0	0,3	29	70,7	223,7	147,1	1468
1987	286	84,3	44,5	128,6	115	0	0	0,3	137,1	86,8	166,3	78,4	1127
1988	303,7	138,8	178,5	294,4	24	0	30,9	27,2	63,4	116,5	122,6	177,1	1477
1989	154,9	144,4	322,9	223,2	73,3	18,8	0,5	10,8	50	98,2	118,5	132,4	1348
1990	37,5	169,7	186,1	136,9	54,3	0	0	0,9	90,5	79,2	144	121,4	1021

1991	154,2	31,7	135	134,7	179,9	15	1,1	0	11,3	103	151,6	100,9	1018
1992	123,6	126	167,2	194,2	47,4	1,6	0	0	13,1	82,9	168,6	142,4	1069
1993	122,9	183,2	149,7	95,8	63,3	0	0	1.4	0	2	20,8	134,4	773.5
1994	130,1	144,4	141,1	142,9	45,4	5	0	38,1	14,6	120,2	110,9	141,7	1034
1995	149,8	93,6	98,9	163,3	135,2	8,9	0	0	13,1	154,3	97,6	92,6	1007
1996	127,5	173,3	183,5	176,4	24,5	1,7	0	10,7	50,2	64,3	108,9	134,4	1055
1997	318,7	23,7	146	279,2	127,4	8,9	0	0	6,2	133,5	255,7	244,9	1544
1998	231	317,9	241,1	113,7	113	6,7	0,3	0	9,9	69,2	37,6	35,8	1176
1999	167,9	168,4	203,2	107,1	37	0	0	36,5	87,2	43,2	207,5	164,2	1222
2000	70,7	72,7	91,7	73,2	5,7	0	0	0	6,4	170,1	205,5	133	829
Moy	**157,5**	**143,3**	**160,3**	**169,2**	**76,3**	**5,6**	**4,4**	**9,2**	**52,6**	**100,4**	**148,9**	**141,3**	**1168.7**

Source *: IGEBU*

Nous constatons ici l'existence d'une longue période pluvieuse s'étendant sur 8 à 9 mois, de septembre à mai et une courte saison sèche qui dure 3 à 4 mois, de juin à septembre. Le maximum pluviométrique se produit au mois d'avril ou en mars, soit en décembre ou en janvier.

Les communes Giheta et Gitega ont un climat tropical humide, avec une longue période pluvieuse supérieure à 6 mois. Elle se classe aussi parmi les régions les mieux arrosées du pays. Quand on considère les moyennes mensuelles force est de constater que seuls les mois de juin, juillet, août et septembre ont moins de 100 mm de pluie en moyenne.

A.2.1.2. Les températures

Les températures constituent un autre paramètre climatique important. En effet, elles sont indispensables dans le peuplement d'une région donnée. L'homme de notre région d'étude doit tenir en compte des conditions écologiques des plantes pour s'installer dans la mesure où l'agriculture est sa principale activité économique. Du point de vue température, nous n'avons pas eu les données thermiques s'étendant sur une période de trente ans comme nous l'avons fait sur les données pluviométriques.

Tableau n° 8 : Températures moyennes mensuelles (1987-2000) : Station de Gitega-Aéroport

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Moyenne annuelle
1987	19,34	19,92	20,04	19,28	18,68	17,20	19,57	20,18	19,83	19,38	19,38	19,38	19,34
1988	19,38	19,80	19,61	19,51	19,50	18,31	18,50	18,77	19,39	18,70	19,98	18,98	19,03
1989	19,33	18,90	18,95	18,75	18,18	17,29	17,78	18,87	19,05	18,82	19,96	19,96	18,67
1990	19,35	19,13	18,97	19,77	19,92	18,15	17,74	19,24	19,59	19,62	19,12	19,12	19,01
1991	19,12	19,59	19,57	19,19	19,13	18,10	17,26	18,10	19,61	18,67	19,39	19,39	18,94
1992	19,33	19,63	19,91	19,84	18,85	19,69	17,71	18,72	19,89	19,64	19,03	19,03	19,16
1993	19,3	19,3	18,95	19,25	19,05	18,05	17,75	19,2	20,1	21,35	-	19,2	19,22
1994	19,61	19,72	19,36	19,21	19,17	18,28	19,97	18,97	21,04	19,55	19,06	19,06	19,26
1995	19,94	19,54	19,74	19,61	18,76	18,68	18,52	19,40	20,56	19,76	19,75	19,75	19,46
1996	19,20	19,60	19,73	19,79	19,74	18,46	18,72	19,26	20,02	19,76	19,07	19,07	19,38
1997	19,58	19,50	20,07	19,03	18,76	18,21	18,72	19,69	20,99	20,47	19,56	19,56	19,51
1998	20,10	21,40	21	21,1	20,6	19,1	18,9	19,5	20,2	20,4	20,3	20,3	22,22
1999	20,25	20,55	19,5	19,7	19,3	18,8	18,55	19,9	19,9	20,25	19,25	19,65	19,63
2000	19,9	19,45	19,65	15,05	20,2	19,2	19,2	20,2	19,9	20,55	20,2	20,15	19,47
Moy	**19,55**	**19,70**	**19,63**	**19,28**	**19,3**	**18,62**	**18,32**	**19,24**	**20,03**	**19,81**	**19,46**	**20,91**	**19,45**

***Source** : IGEBU, 2001*

Les températures sont relativement modérées. La température annuelle moyenne mesurée sur quatorze ans est de 19,45 degré celsius. Les moyennes thermiques les plus élevées s'observent en décembre (20,91 degré celsius) et les moins élevées en juillet (18,32 degré celsius). Cette faiblesse de l'amplitude thermique souligne le caractère équatorial qui n'apparaît qu'au niveau des températures.

En conclusion, la zone d'étude jouit d'un climat tropical humide. La salubrité du climat s'explique en fait par l'altitude. Elle favorise la pluviosité et rend plus douces les températures.

A.3. La densité de la population et le relief

Le relief de notre zone d'étude est caractérisé par une topographie ondulée séparée en compartiments plus ou moins homogènes par de larges vallées. Lorsque nous observons le paysage sur terrain, nous relevons cependant quelques particularités zonales. Citons ici les crêtes de Higiro, Gisagara, Zege, Gihinga etc qui constituent des massifs dont les hauteurs atteignent environ 2000 m d'altitude avec des pentes supérieures à 50%. Ces derniers sont peu peuplés, on n'y trouve pas de cultures ; ils sont colonisés par le boisement.

Les hommes préfèrent s'établir et cultiver sur des pentes modérées car les fortes pentes sont menacées par l'érosion. Cette dernière a des effets néfastes sur le sol, principale richesse de la région. Les terrains en pente forte sont facilement érodables, ce qui explique la non fertilité des sols qui se trouvent sur les crêtes. Nous allons analyser le rôle joué par le sol dans le peuplement de la région de notre zone d'étude.

A.4. L'aptitude des sols

Dans un pays où la vie économique dépend largement de l'exploitation du sol, son importance dans l'installation humaine n'est plus à démontrer.

La région que nous étudions dispose de sols appauvris ; une pauvreté qui est liée à la surexploitation des terres et à la disparition progressive du couvert végétal. Le degré de fertilité des sols diffère d'un sol à l'autre selon la composition minéralogique de chacun. L'Atlas du Burundi présente quatre types de sols dans notre zone d'étude : les ferrisols, les ferrasols, les lithosols et les sols alluvionnaires.

A.4.1. Les Ferrisols

Les ferrisols sont des sols contenant encore des minéraux actifs altérables. Ils sont toujours cultivés d'où l'épithète anthropique qu'on leur donne. Ce sont des sols argileux à argileux lourds caractérisés par une bonne productivité. Toutefois, le relief vallonné de cette région présente des pentes un peu accusées par endroit. Cette situation topographique nécessite des mesures de protection contre l'érosion. Sinon, la bonne productivité de ces sols est mise en cause par le travail de l'érosion.

A.4.2. Les Ferrasols

Il s'agit des sols dont les minéraux sont déjà usés, appauvris suite au nombreux remaniements qu'ils ont subis depuis longtemps. Ces sols couvrent la presque totalité de notre zone d'étude. Ils ne sont interrompus que par les lithosols des sommets quartzitiques comme les crêtes de Cene, Gihinga.
Ces ferrasols accusent une faible valeur agricole à cause de l'épuisement des minéraux altérables.

A.4.3. Les Lithosols

Les Lithosols sont des sols minces, très légers, squelettiques. Ils sont essentiellement constitués de quartz et de débris latéritiques mélangés à d'autres débris rocheux d'origines diverses surtout les débris schisteux et quartzitiques. On les rencontre généralement sur les sommets des collines. Ces sols sont impropres à l'agriculture. Seuls les aménagements sylvicoles y sont praticables. Dans la région de notre zone d'étude, les lithosols occupent un espace réduit et ils sont actuellement cultivés à cause de l'absence des terres cultivables.

A.4.4. Les sols alluvionnaires

Ce sont des sols de vallées constitués de matériaux allochtones. Ces sols présentent un potentiel de fertilité élevé, mais ils nécessitent des travaux de drainage dans les secteurs engorgés comme la vallée de Nyambeho. Dans certaines parties, les sols de vallées sont infertiles à cause des feux annuels qui détruisent la matière organique et minérale ou de l'affleurement des argiles géologiques.

Bref, nous avons pu noter que dans la région de notre zone d'étude, les potentialités agricoles des sols augmentent en général des sommets vers les fonds de vallées. Cela est sans doute le résultat de l'érosion qui décape les parties sommitales, les privant de leurs potentialités pédologiques au profit des parties basses.

A.5. L'Hydrographie et la végétation

A.5.1. L'Hydrographie

Notre zone d'étude se situe sur le versant oriental de la crête Congo-Nil d'où son appartenance au bassin supérieur du Nil. Son réseau hydrographique est dense et est caractérisé par des débits permanents et importants.

En effet, au bas de chaque colline se trouve une vallée où coule soit une rivière, soit un ruisseau. Les vallées sèches sont pratiquement inexistantes. On y trouve un réseau dense des rivières affluents de la Ruvubu dont les plus remarquables sont la Ruvyironza, la Mutwenzi, la Nyambeho, la Maborwe etc... A part ces principales rivières, la zone est en général disséquée par un réseau important de cours d'eau d'importance inégale qui coulent dans des vallées à fonds plats permettant une intense activité agricole surtout durant la saison sèche. Ceci explique en partie les fortes densités de la région.

A.5.2. La végétation

Notre zone de recherche se caractérise par l'absence presque totale de la végétation naturelle. Auparavant, les versants étaient couverts de savanes parsemées de buissons, les marécages gorgeaient de papyrus et de carex entourées de forêts galeries sur les piedmonts.

Rien d'étonnant que cette forme naturel ait presque entièrement disparu, sous les effets de la croissance démographique poussant à la conquête des terres cultivables au détriment du couvert végétal. Le tapis végétal initial a donc été transformé en une végétation rabougrie présentant de restes de la forêt. Cette dernière disparaît aussi progressivement pour faire place aux cultures et rarement à la végétation artificielle constituée essentiellement d'eucalyptus, de cèdres, de greviléa etc.
Dans l'ensemble, la végétation naturelle de la région est insignifiante, sa disparition progressive entraîne des conséquences fâcheuses.

B. Les facteurs socio-économiques

Les facteurs expliquant les fortes densités sont nombreux et variés dans la zone d'étude. Il en est aussi des facteurs socio-économiques. Ici, on observe une certaine interdépendance entre l'économie et les fortes densités. D'une part, certaines procédures économiques ont été adoptées pour faire face à une population nombreuse ;

et d'autre part des pratiques économiques adéquates ont influencé l'augmentation de la population.

Dans une société, il est donc difficile si pas impossible de distinguer entre l'économie et la population ce qui a influencé l'autre. Selon Cazenave-Piarrot[14], les fortes densités des plateaux centraux du Burundi s'expliquent par *« les façons agricoles particulièrement soignées avec fumure, huages profonds, épierrage donnant des rendements assez élevés. Mais elles-mêmes furent certainement provoquées par la nécessité d'intensifier les cultures pour nourrir une population déjà devenue importante »*.

Dans le présent chapitre, nous essaierons d'analyser les relations qui existent entre les fortes densités humaines et l'environnement socio-économique.

B.1. L'agriculture : une activité principale

L'agriculture occupe une place de choix dans l'économie burundaise en général et dans celle de la zone d'étude en particulier. Nul n'ignore le rôle de l'agriculture dans l'alimentation humaine. Dans les deux communes, objet de la présente étude aujourd'hui comme hier, l'homme se nourrit presque exclusivement des produits agricoles. Or, pour se nourrir, le paysan doit labourer, semer et récolter. Ainsi donc, l'approvisionnement alimentaire reste fortement tributaire du volume et de la structure de la production que l'homme tire de la terre. Même si l'agriculture est ici essentiellement destinée à la consommation familiale, rien n'empêche que certaines cultures soient produites beaucoup plus pour la vente que pour l'autoconsommation. Nous pensons notamment à la culture de banane qui est aujourd'hui considérée comme culture de rapport dans les deux communes en particulier et dans le Kirimiro en général.

L'agriculture est donc ici la base des fortes densités humaines, les méthodes culturales utilisées ayant influencé la mentalité nataliste des Burundais qui conduit à l'augmentation sans cesse de la population.

B.1.2. Les techniques agricoles

Parmi les facteurs de fortes densités, il faut inclure les techniques agricoles dans la mesure où l'agriculture est le pilier de la vie de notre zone de recherche.

En effet, *« les techniques agricoles poussent à une forte densité agricole parce qu'elles exigent une grande dépense de main d'œuvre par hectare cultivé »*[15]. Cela est d'autant plus vrai que les instruments agraires sont peu variés, leur utilisation exigeant beaucoup de temps et d'énergie. Ni le gros bétail, ni la machinerie ne viennent soulager l'effort musculaire. L'outillage agricole reste rudimentaire, la houe est la plus utilisée. On s'en sert pour le labour, le sarclage et même pour la récolte. Quand il faut défricher, on fait usage de la hache, de la serpette et de la machette ; outils généralement en possession de tous les ménages. Le cultivateur est obligé de passer de nombreux jours de travail sur des terrains exigus car il utilise des méthodes archaïques. Seules les familles nombreuses parviennent à exécuter des labours rapides et réguliers.

Bref, l'outillage rudimentaire exigeant une main d'œuvre abondante est un des facteurs qui expliquent les fortes densités dans les deux communes « Giheta et Gitega ». Pour le paysan de la région, un nombre élevé d'enfants constitue un avantage considérable car ces derniers constituent une main d'œuvre importante dès le bas âge.

B.1.2. Une agriculture intensive

« On observe un parallélisme entre l'occupation démographique et l'intensification de l'agriculture. L'intensification de l'agriculture est donc le résultat d'opérations variées dont le but commun est de faire produire le sol au maximum ».[16]

---

[14] Cazenave-Piarrot, A. et alii : *Géographie du Burundi*, Paris, EDICEF, 1979, p. 37.
[15] Gourou, P., op. cit., p. 114.
[16] Actes du colloque d'Ouagadougou du 4-6 décembre 1978. *Maîtrise de l'espace rural et développement en Afrique tropicale, logique paysanne et rationalité technique*, ORSTOM, 1979, p. 151.

Comme nous venons de le souligner dans cette citation, une agriculture intensive suppose une grande production sur une petite superficie. Pour ce faire, les paysans de la région ont adopté de nouvelles méthodes en matière de production agricole. Il s'agit de l'utilisation des engrais minéraux, des semences sélectionnées, du choix de cultures et de leur association. Ils pratiquent également une double récolte annuelle sur une même parcelle, manifestation évidente du caractère permanent de l'agriculture de la région.

Toutes ces nouvelles méthodes exigent une main-d'œuvre abondante. Citons ici l'utilisation des engrais chimiques par le paysan. Ce dernier doit tracer des lignes et mettre de l'engrais pour semer à l'aide de bouchons de bouteilles primus comme unité de mesure. Ainsi donc, l'exigence d'une main d'œuvre nombreuse explique les fortes densités de la région.

Nous venons de montrer comment le caractère intensif de l'agriculture influence les fortes densités de la région.
L'intensification de l'agriculture constitue donc une nécessité dans la vie d'une population qui se multiplie à un rythme impressionnant. Les paysans adoptant de nouvelles méthodes pour permettre à une population nombreuse de subsister. Toutefois, ce n'est pas seulement parce que la population est devenue nombreuse qu'elle a pratiqué une culture intensive c'est aussi dans le but d'augmenter la productivité.

Bref, il nous est logique d'affirmer que les fortes densités vont de pair avec l'intensification de l'agriculture dans un pays essentiellement agricole.

B.1.2.1. L'utilisation des engrais

Les paysans reconnaissent que les sols s'épuisent à force de porter des cultures. Il est donc amené à recourir au fumier obtenu grâce à l'élevage du petit bétail, à l'utilisation des déchets ménagers, aux cendres et aux stipes de bananiers découpés et mis dans une compostière . Malheureusement, cet engrais organique est insuffisant d'où le recours à l'engrais chimique.

La F.A.O. en collaboration avec l'ITAB avaient procédé à la vulgarisation de l'usage des engrais chimiques depuis 1974. L'usage de ces derniers est donc connu par les paysans de la région et les résultats sont très encourageants. Le seul problème est que l'approvisionnement en engrais est toujours irrégulier et cher.

Actuellement, tout le monde reconnaît le rôle joué par l'utilisation des engrais dans l'agriculture. Les agriculteurs demandent au Gouvernement de faciliter la distribution des engrais au niveau des collines de recensement et d'en diminuer les prix qui augmentent chaque année.

B.A.2.2. Utilisation des semences sélectionnées

Les deux communes ont toujours bénéficié des projets de développement. Déjà en 1979, le paysan de la région utilisait cette nouvelle méthode. Le projet semences sélectionnées a d'abord opéré dans un périmètre délimité sur la colline Rutegama en commune Giheta. Le projet distribuait les semences aux paysans mais ils devaient les restituer au moment de la récolte. La diffusion portait essentiellement sur le haricot et le maïs.

Actuellement, le projet ne distribue plus les semences sélectionnées, la population doit acheter de nouvelles variétés sur les centres semenciers. Citons ici le centre semencier de Rutegama et celui de Mutobo financée par la F.A.O. par le biais de la D.P.A.E. Gitega. Seules les personnes vulnérables bénéficient encore de la distribution gratuite grâce à l'O.N.G. OXFAM G.B. Néanmoins, ce projet a permis au paysan de savoir sélectionner les semences avant de semer. Il est toujours à la recherche de nouvelles variétés qui produisent beaucoup plus que les anciennes. Cette sélection exige une main d'œuvre nombreuse car les méthodes utilisées restent archaïques.

Conclusion

Comme nous venons de le voir, les facteurs physiques et socio-économiques ont influencé d'une façon ou d'une autre les fortes densités humaines dans notre zone de recherche. Du point de vue facteurs physiques, la salubrité du climat, la modicité du relief, la fertilité des sols expliquent bel et bien les fortes densités de la région.

Du point de vue les facteurs socio-économiques, nous allons remarquer que le type d'agriculture dans les communes Giheta et Gitega va de pair avec l'accroissement démographique. La dégradation des sols par exemple exige une meilleure préparation des champs. Ce travail demande beaucoup de main d'œuvre. Dès lors, la tradition nataliste est de règle chez l'agriculteur de la région de notre zone d'étude car il trouve dans sa descendance un renfort de main d'œuvre. Les enfants constituent donc un facteur de production au même titre que les adultes. C'est ce que le professeur Gourou a appelé « la capitalisation des excédents de population »[1717].

[17] Gourou, P., op. cit., p. 135

Le chapitre suivant traite de la pression démographique. Dans le premier chapitre, nous avons vu que notre zone d'étude se caractérise par une population nombreuse et jeune.

CHAPITRE III : LA PRESSION DEMOGRAPHIQUE

Avant d'aborder ce chapitre, commençons par définir le terme « Pression démographique » qui, selon Pressat *« est l'état de tension plus ou moins sévère entre l'effectif d'une population et les ressources dont elle dispose »*.[18]
Le dictionnaire démographique multilingue quant à lui définit la pression démographique comme étant *« une idée de rapport entre l'effectif de population et les ressources dont elle dispose »*[19]. Ce même dictionnaire continue par un bref commentaire selon lequel *« dire que cette pression est forte ou faible sur un territoire revient à exprimer l'opinion que la population ferait donc pression sur les moyens de subsistance »*.[20]

Qu'en est-il alors de la région de notre zone de recherche ? cette dernière est caractérisée par une forte pression démographique par rapport aux ressources dont elle dispose. Selon nos analyses dans le premier chapitre de ce travail, force est de remarquer que les deux communes figurent parmi celles ayant les densités les plus élevées du pays. Par ailleurs, la majorité de la population vit essentiellement de l'agriculture. En effet, vu les exigences de cette activité économique, le paysan agriculteur devrait disposer d'assez d'espace cultivable pour subvenir à ses besoins alimentaires. D'où alors la nécessité d'étendues cultivables relativement importantes. Malheureusement, nous constatons un déséquilibre sévère entre l'état dynamique de la population (qui augmente sans cesse) et l'état statique des espaces cultivables.

Il convient de signaler que la croissance démographique en tant que telle ne pose pas toujours des problèmes, mais que c'est plutôt le fait qu'elle s'accompagne

---

[18] Pressat, R., *Dictionnaire de démographie*, Paris, PUF, 1979, p. 171.
[19] Louis, H., Union internationale de l'étude économique et de la population. *Dictionnaire démographique multilingue*, Liège, 1981, p. 4.
[20] Louis, H., op. cit., p. 4.

d'une croissance plus ou moins inégale des ressources. S'il y avait suffisamment de ressources, les problèmes démographiques ne se poseraient pas tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Certains pays ont des densités de loin supérieures à celles de notre zone de recherche, mais il s'agit des pays où l'activité principale se situe dans les secteurs industriels ou de services et non dans le secteur primaire. Dans ces cas, la population est majoritairement urbaine et non rurale comme c'est le cas au Burundi et dans les deux communes Giheta et Gitega en particulier.

III.1. Les indicateurs de la pression démographique

III.1.1. Le morcellement des exploitations agricoles

Le morcellement des exploitations agricoles caractérisée par la réduction de la taille des parcelles est l'élément révélateur de la pression démographique. Il est cependant difficile de caractériser le degré de ce morcellement, même s'il apparaît évident que la transmission de père en fils de la propriété foncière en parts plus ou moins égales au nombre d'héritiers entraîne à la longue l'atomisation des exploitations agricoles. Notre zone de recherche fait partie de la région naturelle du Kirimiro où l'ISABU dénombrait 160.935 exploitations agricoles en 1979.[21]
En 1982, ces exploitations agricoles s'élevaient à 169.999[22]. En 1987, elles atteignaient le chiffre de 192.521[23]. Cet accroissement du nombre d'exploitations implique nécessairement la diminution de la taille de chaque exploitation.

Nous n'avons pas pu dénombrer les exploitations agricoles dans les communes « Giheta et Gitega » faute de moyens et de temps.

Selon une enquête que nous avons menée dans les deux communes sur un échantillon de 110 ménages, force nous a été de constater que l'atomisation des exploitations agricoles y est très poussée.

---

[21] Kinezero, M., *Pression démographique et élevage dans la région naturelle du Kirirmiro*, p. 29.
[22] Kinezero, M., op. cit., p. 29.

Dans la commune de Giheta, la superficie moyenne cultivable est de 0,29 ha pour un ménage de 6 personnes en moyenne[24]. A Gitega, la superficie moyenne cultivable est de 0,32 ha pour un ménage de cinq personnes en moyenne[25]. Cette superficie moyenne cultivable est très restreinte dans la zone de notre étude et elle cache des disparités au niveau des ménages car nous avons trouvé des ménages qui ont une superficie cultivable inférieure à 0,20 ha.

Bref, cette superficie moyenne cultivable est loin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population qui augmente sans cesse.

III.1.2. La surexploitation du sol

Pour pouvoir tirer du sol les aliments nécessaires à la survie des surplus de population, les sols sont souvent cultivés sans amendement minéral et finissent par s'appauvrir en éléments nutritifs nécessaires pour la croissance des plantes.

Dans notre zone d'étude, l'exploitation des terres revêt un aspect particulier. L'agriculture est non seulement permanente en règle générale mais elle a adopté la pratique de la double récolte annuelle sur une même parcelle. Cette forme de mise en valeur du sol s'accompagne d'une série de problèmes pour le cultivateur tandis qu'elle contribue à l'épuisement rapide du sol.

III.1.2.1. La rotation des cultures

La mise en jachère suppose de vastes étendues car il faut avoir un espace à cultiver et un autre à laisser en jachère. Or, les parcelles sont très réduites. Le paysan des communes Giheta et Gitega a remplacé la jachère par la rotation des cultures. Cette dernière consiste à faire succéder plusieurs cultures sur une même parcelle. Elle se fait selon les exigences des plantes.

---

[23] Kinezero, M., op. cit., p. 29.
[24 & 25], Résultat d'une enquête personnelle sur terrain auprès de 110 ménages.

Cette forme d'exploitation est très fréquente dans les deux communes. Le sol est appelé à supporter les cultures pendant une longue partie de l'année d'où l'on doit amender son champ pour éviter sa dégradation. Malheureusement, le paysan se heurte au problème de manque du fumier car dans la région l'élevage est de faible ampleur. Il recourt aux déchets ménagers et aux débris végétaux. L'utilisation de l'engrais chimique est limitée par les ressources financières médiocres des paysans.

III.1.2.2. Les associations culturales

Nous avons observé lors de nos enquêtes, que le paysan a le souci de rentabiliser l'espace dont il dispose pour compenser l'insuffisance des terres cultivables et obtenir des récoltes diversifiées sur une même parcelle. Cette méthode a tendance à prendre de l'ampleur avec la croissance démographique. Nous avons noté des associations culturales de deux, trois, voire même quatre cultures et plus. Les principales associations culturales de notre zone d'étude se résument dans le tableau suivant.

Tableau n° 9 : Les principales associations culturales dans les deux communes

Deux cultures	Trois cultures	Quatre cultures et plus
Haricot + maïs	Haricot + maïs + colocase	Haricot + maïs + colocase + manioc
Haricot + colocase	Haricot + maïs + arachide	Haricot + maïs + bananier + colocase
Haricot + manioc	Haricot + maïs + patate douce	Haricot + patate douce + maïs + bananier
Haricot + patate douce	Haricot + manioc + bananier	Haricot + arachide + maïs + patate douce
Haricot + bananier	Haricot + maïs + manioc	Arachide + maïs + manioc + patate douce + haricot
Haricot + arachide	Haricot + manioc + colocase	Manioc + maïs + arachide + patate douce
Haricot + pois cajan	Haricot + bananier + colocase	Maïs + courgette + haricot + manioc + bananier

Source: Réalisation personnelle sur base des observations faites sur terrain et de certains ouvrages.

Ces quelques exemples d'associations culturales qui atteignent parfois quatre cultures sur une même parcelle témoignent de la volonté du cultivateur de tirer le maximum de production vivrière de sa terre. Pourtant, la production de chacune de ces plantes cultivées en association n'atteint jamais celle de ces mêmes plantes en cultures pures.

En un peu de mots, le cultivateur privilégie les cultures associées dans le but de recevoir des récoltes échelonnées sur toute l'année et de minimiser les risques de mauvaises récoltes. En cas d'aléas climatiques ou de maladies ou d'attaques par ravageur, tout le champ ne sera pas dévasté.

III.1.3. L'exploitation des terres marginales

Dans les communes Giheta et Gitega, la poussée démographique a d'abord entraîné l'extension des surfaces cultivables. Cette extension ne peut cependant pas être illimitée dans la mesure où les espaces non encore occupés y sont plutôt rares. La population de la région se trouve alors confrontée à un problème de mise en valeur de terres incultes, à haut risque de dégradation ou des terres marginales demandant de forts investissements pour les travaux d'ouverture.

III.1.3.1. Exploitation des fonds de vallées

Jadis, les fonds de vallées n'étaient pas exploités, ce n'est qu'en 1926 qu'on a commencé à les cultiver. C'était dans le but de surmonter le problème d'insuffisance de productions agricoles mais aussi d'augmenter la taille des exploitations, devenues alors de plus en plus petites et insuffisantes.

A ce propos, Gahama, J. fait remarquer que *« les autorités européennes voyaient dans la petitesse des exploitations une des causes des famines périodiques. Aussi l'administration voulut-elle étendre les terres disponibles pour les cultures*

vivrières. Elle ordonna à partir de 1925, l'ouverture de grands marais aux cultures saisonnières telles que les patates douces et le manioc ».[26]

En effet, les fonds de vallées sont essentiellement constitués de terres fertiles dans notre région d'étude. Actuellement tous les fonds de vallées sont aménagés et mis sous cultures. Parmi ces terres de fonds de vallées, nous retrouvons des terres marginales. Certaines vallées sont marécageuses par endroit. Citons ici la vallée de Nyambeho, nom de la rivière qui partage les deux communes. Elle constitue une limite naturelle au sud de la commune Giheta. D'autres vallées sont en pente forte comme les vallées de Ruhanza, Musama, Nyagashubi etc. Ces dernières ont connu une exploitation malgré le phénomène d'érosion qui les menacent.

Bref, ces terres marginales dans les fonds de vallée étaient jadis des zones de pâturages privilégiées surtout pendant la saison sèche. Aujourd'hui, elles comportent des parcelles de haricot, de légumes, de maïs, de patate douce, de manioc etc. Elles ont par conséquent perdu leur vocation de pâturages.

III.1.3.2. Exploitation des terres d'altitude

L'extension des terres cultivables n'a pas concerné seulement les terrains de fond de vallées mais elle a touché aussi et surtout les terres de collines. Après avoir exploité les terres à potentiel agricole élevé, l'extension s'est faite sur des terres marginales.

Certaines de ces terres sont des terrains à forte pente qui, exploités et dépouillés de leur maigre couvert végétal, sont soumis à des attaques incessantes de l'érosion pluviale. De telles situations se rencontrent en général sur les terres aménagées sur des crêtes comme Songa, Cene, Gihinga et Zege.

---

[26] Gahama, J., *Idéologie et politique de l'administration indirecte. Le cas du Burundi 1919-1939*, p. 436.

D'autres sont des terres peu fertiles portant des prairies d'altitude. Ces dernières étaient réservées aux pâturages dans le temps. Aujourd'hui, les fortes densités de population concentrées sur des terres exiguës ne peuvent qu'occasionner une recherche ininterrompue de terres cultivables. Cette conquête des terres au profit de l'agriculture s'est faite au détriment de l'élevage. Les étendues de parcours du bétail ont été gagnées par des cultures comme nous l'avons vu dans l'exploitation des fonds de vallées.

III.1.4. Le chômage déguisé

Le chômage désigne au sens juridique et administratif du terme, une *« situation d'un travailleur qui a perdu son emploi, chômage saisonnier, chômage partiel (quand l'intéressé travaille à temps réduit), chômage total. Les économistes distinguent les différents types de chômage suivant ses causes et suivant les catégories de travailleurs qu'il affecte, chômage technologique, sectoriel etc. Le chômage banal correspond à une inadéquation des structures et à un déséquilibre de plus ou moins longue durée entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi. Le chômage chronique et conjoncturel correspond à un mauvais fonctionnement de l'économie : crises, récession ».*[27]

En effet, le chômage déguisé désigne la situation de nombreuses personnes qui ont apparemment une activité mais dont la productivité est si faible qu'elle équivaut presque à une absence d'activité. Le manque des terres à cultiver explique donc le chômage déguisé dans la région de notre zone de recherche. Les gens se livrent aux petits emplois comme la vente des arachides au bord de la route. Il faut également tenir en compte que l'emploi en milieu rural est lié au calendrier agricole et aux contraintes climatiques. Les périodes sans occupation sont donc inévitables.

[27] George.P.. Dictionnaire de Géographie. 2è éd.. p.82.

En grande saison sèche (juin-août) avant qu'il ne soit temps de cultiver les marais, les paysans sont désœuvrés. Le sous-emploi saisonnier est donc normal. Ce qui l'est moins, c'est le manque de terres à cultiver en période de forte activité agricole.

III.2. Impact de la pression démographique sur le régime foncier

III.2.1. Le mode d'acquisition des terres

Si toutes les formes d'obtention des terres se retrouvent dans notre zone d'étude. Certaines formes sont plus répandues que d'autres. C'est notamment le cas de l'héritage et de l'achat contrairement à l'obtention des terres par don et par location qui sont rares. Très peu de gens ont des terres à louer et/ou à donner, ce qui traduit l'exiguïté des terres disponibles.

III.2.1.1. L'obtention des terres par héritage

C'est le mode le plus couramment rencontré. Elle s'opère dans le cadre familial où la propriété se transmet de père en fils. Ainsi, la part dévolue à chacun est fonction du nombre plus ou moins élevé d'enfants. Le morcellement se poursuit de génération en génération car le chef d'une unité d'exploitation doit répartir ses terres entre ses enfants. D'où le morcellement successif de l'exploitation familiale.

III.2.1.2. L'obtention des terres par achat

La transmission par héritage se voit doublée d'un libre marché des terres. Ce mode est l'une des conséquences de l'exiguïté des terres. La propriété reçue par héritage n'est plus à mesure de satisfaire la nouvelle famille. Il faut alors trouver les moyens pour s'en procurer afin de pouvoir s'autosuffire en produits agricoles. L'insuffisance des sources de revenu pousse les gens à vendre une partie de leur propriété lors des moments difficiles (frais de scolarisation ou d'hospitalisation). Le

manque d'enfants, le poids de l'âge sont également des facteurs qui poussent les gens à vendre leur terre.

III.2.1.3. L'obtention des terres par location

C'est la forme d'obtention des terres la moins fréquente dans notre zone de recherche. La majorité de la population des communes Giheta et Gitega ne dispose pas de terres cultivables suffisantes. Parmi celles-ci, il y en a qui n'ont pas de fond pour s'en procurer, ils doivent recourir à la location. Ce mode consiste à exploiter un lopin de terre pendant un délai déterminé moyennant payement. En d'autres termes, il s'agit d'un consentement entre deux parties. L'exploitant paie une somme d'argent ou en nature. Le délai d'exploitation découle du consentement entre le propriétaire et l'exploitant.

III.2.1.4. L'obtention des terres par don

Ce mode d'obtention des terres a presque disparu de notre zone d'étude. Selon les résultats de l'enquête menée auprès de 110 ménages, trois seulement ont eu des terres par don soit 2,7% de la population enquêtée. A l'époque coloniale, les chefs et les sous-chefs pouvaient offrir les terres à la population. Il en était de même pour les familles aisées disposant de grandes exploitations familiales. Ce sont ces dons qui faisaient que certaines gens soient au service des autres. Dans ce cas, le degré de liberté était considérable pour celui qui bénéficiait du don puisqu'il pouvait le gérer à sa guise. Néanmoins, il devait en retour manifester une attitude de reconnaissance envers celui qui lui avait donné la terre.

Tableau n° 10 : Les modes d'obtention des terres

Les formes d'obtention	Nombre de ménages	Pourcentage
1. Héritage	9	8,18
2. Achat	4	3,63
3. Location	6	5,45
4. Don	3	2,72
5. Héritage + achat	51	46,36
6. Héritage + location	8	7,27
7. Héritage + don	2	1,81
8. Héritage + location + don	4	3,63
9. Héritage + location + achat	16	14,54
10. Héritage + location + don + achat	7	6,36
TOTAL	110	99,9

***Source** : Résultats d'une enquête personnelle sur terrain auprès de 110 ménages.*

Bref, l'héritage et l'achat restent la forme d'obtention des terres la plus répandue dans notre zone de recherche.

III.2.2. Les litiges au sujet des terres

La croissance démographique dans une région essentiellement rurale pose des problèmes d'intérêts. Cette croissance entraîne un amenuisement du patrimoine foncier surtout dans les familles ayant de nombreux garçons.

Dans le système d'héritage coutumier, les aînés reçoivent au mariage des morceaux d'exploitation sur la propriété du père. Souvent, ils reçoivent de grandes parts car ils sont les premiers à être servis. Les fils cadets sont donc les premiers victimes du morcellement des terres. Arrivés plus tardivement à maturité, ils ont du

mal à trouver où mettre, ne fut-ce que la maison d'habitation. Des situations conflictuelles sont donc nombreuses au sein d'une même famille : (les problèmes de parts égales entre frères, les problèmes de délimitation des parcelles etc.). D'autres formes de litiges prennent leur origine dans les parties des exploitations nouvellement mises en cultures ou encore en friche.

Non seulement ces exploitations ne sont pas encore bien délimitées mais aussi leurs limites précises ne sont pas connues de la population environnante. Par ailleurs, le fait que ces terres soient gagnées pour la plupart sur les domaines en commun fait que leur mise en valeur soit concurrentielle, ce qui ne peut qu'entraîner des litiges. C'est notamment quand une zone de pâturage appartenant à plusieurs ménages parce que laissée par leur arrière grand-père est grignotée par certains exploitants pour les cultures.

Bref, le problème de terres a été à l'origine de la dislocation de certaines familles. Les tribunaux doivent chaque mois arbitrer des conflits entre des frères, ou entre des fils et leur père. La grande famille jadis source de fierté est devenue aujourd'hui source de soucis. Ces genres de conflits éclatent également entre voisins lorsque l'un grignote sur la parcelle de son voisin à cause du problème de délimitation efficace des parcelles.

III.3. L'impact de la pression démographique sur l'élevage

Des conditions naturelles favorables au développement de l'élevage se retrouvent dans les communes Giheta et Gitega. Citons ici la régularité et l'abondance des précipitations, les températures tempérées par l'altitude et l'importance du réseau hydrographique présentent des attraits suffisants pour l'élevage.
Malheureusement, une rapide augmentation de la population engendre des conséquences négatives sur l'élevage. En effet, les pâturages s'amenuisent d'année en année cédant la place à l'agriculture, principale activité économique des deux communes. De ce fait, le manque de pâturages est le principal facteur limitatif de l'élevage dans notre zone d'étude.

III.3.1. L'élevage bovin

Notre région d'étude est pauvre en élevage de bovins. Lors de notre enquête effectuée sur 22 collines du 28 octobre au 17 novembre 2002, nous avons rencontré très peu d'éleveurs de vaches.

A Giheta, 6 sur 55 ménages enquêtées possèdent des bovins en nombre limité. Le ménage qui avait le troupeau le plus nombreux possédait sept vaches seulement.

A Gitega, 11 sur 55 ménages enquêtées élèvent des bovins. Ici aussi l'effectif est trop faible, le record est de 9 vaches. L'élevage bovin est presque inexistant dans les deux communes. Cette situation du cheptel bovin y est la conséquence de beaucoup de facteurs dont la pression démographique est le plus remarquable. La surpâturage, la disparition de la mise en jachère des terres cultivables tendent à le faire disparaître du paysage rural. L'homme s'est attaqué aux zones réservées au parcours du bétail au profit de l'agriculture. Ainsi donc la disparition progressive de l'élevage bovin est la conséquence directe du déséquilibre écologique ainsi créé. Les vaches souffrent alors d'une insuffisance alimentaire du point de vue tant quantitatif que qualitatif. De ce fait, la croissance des jeunes veaux, les rendements laitiers et la productivité en viande sont mis en cause.

Face à ce problème de manque de pâturage, le paysan de la région devrait planter les herbes fourragères tel le tripsacum. Mais il ne faut pas perdre de vue que confronté à l'exiguïté de sa terre, il préfère abandonner ces plantes parce qu'il serait obligé de grignoter sur l'espace destiné à l'agriculture.

Bref, nous constatons une disparition progressive de l'élevage bovin dans la région de notre zone d'étude. Pourtant ce dernier devrait fournir du fumier aux champs qui souffrent d'une exploitation ininterrompue. Si l'élevage de bovins est presque inexistant qu'en est-il de celui du petit bétail ?

III.3.2. L'élevage du petit bétail et l'aviculture

L'élevage du petit bétail est mieux représenté que les bovins dans notre zone d'étude. Lors de nos enquêtes, nous avons pu remarquer que presque tout le monde possède soit des petits ruminants, soit de la volaille. Les personnes interrogées nous ont fournit plusieurs raisons militant pour l'élevage du petit bétail. Ainsi, les petits animaux ne sont pas exigeants en nourriture, ils peuvent brouter près des champs cultivés et dans les emblavures récemment moissonnées (ovins et caprins). Ils constituent une réponse immédiate aux besoins monétaires des paysans alors qu'il est difficile de vendre une vache pour un petit problème d'argent. Ils se reproduisent très vite, citons ici la volaille caractérisée par sa rapide reproduction.

L'élevage du petit bétail n'est pourtant pas exempt de facteurs limitants. Son développement souffre de mauvaises conditions d'hygiène (logement mal tenu, breuvage dangereux). Quant au logement, la maison familiale sert souvent de local d'hébergement du petit bétail. Les éleveurs refusent de construire des étables et/ou des poulaillers par crainte des vols nocturnes. Beaucoup d'éleveurs ne font pas soigner le petit bétail aux dispensaires vétérinaires locaux.

Du point de vue nourriture, les petits ruminants passent tout la journée attachés à une corde et broutant l'herbe qui est uniquement dans le rayon de cette corde à laquelle ils sont attachés. Quant à la volaille, sa mise en cage pendant les périodes où toutes les parcelles sont en cultures handicape sa reproduction.

En un peu de mots, l'élevage du petit bétail tend à se substituer à l'élevage bovin. Bien que l'élevage du petit bétail soit peu exigeant, son développement nécessite l'amélioration quantitative et qualitative de leur alimentation ainsi que la protection sanitaire et hygiénique.

III.3.3. La place de l'élevage dans l'économie de la région

L'élevage joue un rôle primordial dans l'économie de la région même s'il n'est pas bien développé. Il procure d'abord du fumier et contribue ainsi à l'amélioration de la production agricole. Malheureusement la production du fumier n'est pas bonne à cause d'une alimentation insuffisante. Si la population de la région d'étude plantait des herbes fourragères afin de pouvoir nourrir les animaux domestiques à l'étable, la production du fumier serait bonne et l'amélioration de l'agriculture serait très poussée. Dans ce cas les deux activités seraient complémentaires.

Actuellement, cette complémentarité n'est pas avancée. L'élevage constitue ensuite la principale source de revenu monétaire par vente de l'animal en question ou de ses produits dérivés comme le lait, les œufs etc. C'est d'ailleurs une des raisons qui pousse les gens de la région à préférer l'élevage du petit bétail car ce dernier se vend plus régulièrement que le gros bétail. L'élevage constitue en quelque sorte une épargne. Lorsque le paysan éleveur se heurte au problème d'argent (frais d'hospitalisation, de scolarité des enfants) il recourt à la vente de l'animal.

Enfin, l'élevage contribue à l'amélioration de la ration alimentaire. La consommation de la viande, du lait, des œufs n'est pas fréquente mais ces produits sont riches en éléments nutritifs. Son rôle est donc primordial.

Bref, l'élevage demeure une activité secondaire par rapport à l'agriculture. Il tend même à disparaître si on n'y prend pas garde au profit de l'agriculture car la terre est déjà restreinte.

Malheureusement sa disparition progressive provoque un problème majeur dans notre zone d'étude. L'exemple le plus frappant est le manque généralisé de fumier pour des terres qui se dégradent de plus en plus.

III.4. Impact de la pression démographique sur la production agricole

La densité de la population dans notre zone d'étude est très élevée. Cette population doit trouver assez de nourriture pour assurer sa subsistance. Il ne faut donc pas douter de l'existence d'une pression de cette population nombreuse sur l'agriculture, base de la vie dans les communes Giheta et Gitega et partant au BURUNDI.

Il nous a été difficile de déterminer les différentes productions agricoles des communes Giheta et Gitega. Les personnes interrogées nous ont affirmé qu'elles ne peuvent pas déterminer la production de leur propriété. Les paysans n'attendent pas la récolte de tout leur champ, ils prennent au fur et à mesure ce dont ils ont besoin pour la consommation quotidienne. Ils sont donc incapables d'estimer leur production.

Même la direction provinciale de l'agriculture et l'élevage (la D.P.A.E.) n'a pas pu nous fournir des données chiffrées sur les différentes productions de chaque commune. Elle ne dispose que des données au niveau provincial. Ce problème de manque de données nous a poussée à étudier l'impact de la pression démographique sur la production agricole d'une façon globale alors que nous souhaitions en faire une étude détaillée.

La production agricole est le résultat de nombreux facteurs. D'abord, l'utilisation de plus en plus intense des sols imposée par la forte augmentation de la population pousse à la dégradation des sols, car cette surexploitation du sol ne s'accompagne pas d'une restitution de matières fertilisantes.

La disparition progressive de la végétation et de l'élevage entraîne un manque criant de fumier. Cette dégradation des sols est l'une des principales causes de la diminution de la productivité du sol et par conséquent de l'ensemble de la production agricole. Elle explique également l'augmentation parfois catastrophique de la sensibilité de ces sols à l'érosion dès lors qu'ils sont mis en culture. Ensuite l'exiguité de l'exploitation agricole explique la faiblesse de la production agricole dans une région comme la nôtre où la fertilité du sol est mis en cause par une surexploitation

intense. Aujourd'hui, le grenier, symbole de la prospérité dans le temps a disparu dans les communes Giheta et Gitega.

La forte proportion de la population s'accompagne d'une diminution de la production agricole. Nous avons donc deux évolutions en sens inverses, l'une croissante « la population » et l'autre, décroissante, « la production agricole ». Cela pose un problème sérieux dans notre zone d'étude car cette dernière pèse lourdement sur l'ensemble de la vie socio-économique de la région.

D'abord, le régime alimentaire est déséquilibré, la ration alimentaire est insuffisante en qualité et en quantité ; ce qui provoque des maladies carentielles dans la région. Le revenu monétaire est également faible pour le paysan de la région. Ce dernier devait tirer l'argent dans le surplus de la production alors qu'elle est insuffisante.
La principale source de revenu monétaire reste principalement le café et la banane. Le café est cultivé uniquement pour le commerce, signalons en passant qu'on le récolte une fois l'année. La banane est consommée et/ou commercialisée sous ses trois formes de banane légume-banane fruit et banane à bière. La bière de banane est beaucoup commercialisée et est la principale source de revenu monétaire tout au long de l'année.

La production agricole dans les communes Giheta et Gitega est loin de satisfaire les besoins alimentaires d'une population nombreuse.

Conclusion

Dans la première partie de ce travail, force nous a été de remarquer que les deux communes se caractérisent par une population nombreuse. Cette dernière exerce une forte pression sur les ressources dont elle dispose, en particulier la principale source économique de la région « La Terre ». Les terres sont cultivées sans repos, il en découle une dégradation continue des sols, la production agricole est ainsi mise en difficulté.

IIème PARTIE : LES EXUTOIRES A L'ENGORGEMENT DE LA ZONE D'ETUDE

La politique de désengorger les régions surpeuplées pour mettre en valeur les régions sous-peuplées (Imbo-Kumoso) a commencé en 1955 au Burundi. Des paysannats ont été créés dans ces dernières pour accueillir les immigrants. C'était une installation planifiée et contrôlée avec assistance aux paysans récemment arrivés. Les Belges répétaient en « Urundi » une expérience faite au Congo-Belge.

Après l'indépendance, le Gouvernement burundais envisagea une meilleure répartition géographique des populations. C'est ainsi que le troisième plan quinquennal du Burundi 1978-1982 consacrait une place importante aux problèmes de planification des mouvements de population, de rationalisation du système de peuplement et d'habitat rural et à l'atténuation du déséquilibre important qui caractérisait et qui caractérise encore aujourd'hui les structures spatiale et socio-économique du pays.

Actuellement les migrations organisées et planifiées sont presque inexistantes faute de moyens financiers suffisants et d'un personnel compétent. Par contre, nous observons de plus en plus des mouvements migratoires spontanés où le paysan se débrouille tant bien que mal pour s'installer. Ce sont donc ces mouvements migratoires spontanés qui feront objet d'étude dans cette deuxième partie.

CHAPITRE IV : LES DETERMINANTS DE LA MOBILITE SPATIALE

Pour une meilleure clarté de ce travail, définissons d'abord « la mobilité spatiale de la population », synonyme des mouvements migratoires.
« On appelle migration ou mouvement migratoires, un ensemble de déplacement ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un certain lieu de destination ou lieu d'arrivée ».[26]

La migration se décompose en deux termes : « l'immigration et l'émigration ». D'une façon générale, l'immigration désigne l'arrivée tandis que l'émigration désigne le départ. Dans ce travail, c'est l'émigration qui attirera notre attention. D'abord parce que l'émigration est plus prononcée que l'immigration dans les communes Giheta et Gitega ensuite parce qu'elle constitue une des solutions aux problèmes de la pression démographique. Les raisons de ce mouvement sont nombreux et variées et pour donner des explications, nous avons essayé de répondre à cette question « comment et pourquoi la population des communes Giheta et Gitega migre-t-elle vers les autres provinces du pays ? »

La décision de migrer découle de nombreux facteurs. Pour qu'un individu décide de partir, c'est qu'il estime qu'il y a moyen d'améliorer ses conditions d'existence comparativement à celles qu'il connaissait avant.
En effet, quitter un endroit pour aller s'établir ailleurs suppose un coût. Ce qui veut dire que dans les conditions normales le migrant raisonne en terme d'avantages et d'inconvénients avant de quitter son environnement. La décision de migrer fait suite à d'autres étapes préparatoires, comme nous l'ont affirmé certains habitants de la région de notre zone d'étude.

Dans les communes Giheta et Gitega où les terres s'amenuisent constamment et où la production de l'exploitation familiale n'est plus suffisante, les paysans qui

[26] Dictionnaire démographique multilingue cité par Pierre George in Dictionnaire de la Géographie, p. 294.

finissent par quitter la région recourent dans un premier temps à la location des terres auprès de ceux qui n'exploitent pas entièrement la leur.

Malheureusement, les terres à louer sont en voie de disparition car elles s'amenuisent à chaque génération. Ceux qui souffrent beaucoup de ce problème de manque de terre finissent par aller dans les régions où elle est encore disponible.

Enfin, les déterminants des migrants qui semblent prédominants sont essentiellement deux. La croissance démographique poussant à la pression foncière et les causes liées à la pression de l'économie monétaire. A ces deux principaux déterminants s'ajoutent d'autres non moindres telles que les conflits sociaux, les raisons familiales.

IV.1. La crise foncière

Dans les communes Giheta et Gitega, la disponibilité en terre cultivable estimée par la taille moyenne des exploitations des ménages reste le facteur le plus déterminant des mouvements migratoires. Selon les résultats d'une enquête que nous avons menée dans les deux communes 42 individus ont la volonté de quitter la région. Parmi ces derniers 34 individus soit 80,25% ont la volonté de migrer à cause des problèmes liés au manque de terres[27]. Comme nous l'avons souligné dans la première partie de ce travail, la superficie moyenne cultivable par ménage est très restreinte 0,29 ha à Giheta et 0,32 ha à Gitega.

Le problème qui se pose maintenant est de savoir réellement si dans certaines régions les terres sont disponibles. Nous n'avons pas pu avoir des données fiables, c'est pour cela que nous nous sommes référés sur ce tableau qui date de très longtemps.

[27] Résultats d'une enquête effectuée du 28 octobre au 17 novembre 2002 dans les communes Giheta et Gitega auprès de 110 ménages.

Néanmoins, il nous permet d'avoir une idée sur la taille de l'exploitation agricole dans les régions traditionnelles du Burundi et de placer ainsi notre zone d'étude qui fait partie de la région traditionnelle du Kirimiro.

Tableau n° 11 : Taille de l'exploitation agricole dans les régions traditionnelles du Burundi entre 1949-1987

Région traditionnelle	Taille de l'exploitation agricole (ha)		
	1949	1982	1987
Bugesera	1,05	1,20	1,15
Buragane	-	0,98	0,91
Bututsi	1,88	0,90	0,86
Buyenzi	1,76	0,61	0,56
Buyogoma	2,40	1,01	0,99
Bweru	0,98	0,93	0,88
Imbo	1,67	1,52	0,40
Kirimiro	2,10	0,61	0,56
Moso	2,90	0,96	0,94
Mugamba	-	1,14	1,06
Mumirwa	1,86	0,80	0,74
Burundi	-	0,88	0,84

***Source**: Niyungeko, L., Cahiers du Curdes, n° 6 pression démographique et évolution du secteur rural au Burundi, 1988, p. 107.*

De ce tableau, nous constatons que la région traditionnelle du Kirimiro dont font partie les communes Giheta et Gitega figure parmi celles dont la taille de l'exploitation agricole est restreinte. Elle occupe l'avant dernière place avant l'Imbo du point de vue de la taille de l'exploitation agricole.

Ainsi donc ces régions avec une taille d'exploitation agricole restreinte constituent des zones d'émigration et celle avec une taille d'exploitation agricole considérable des zones d'immigration sauf quelques exceptions comme l'Imbo qui continue à attirer la population malgré que la taille de l'exploitation agricole y soit restreinte. Cette carte des principaux flux migratoires nous renseigne davantage sur l'émigration et l'immigration.

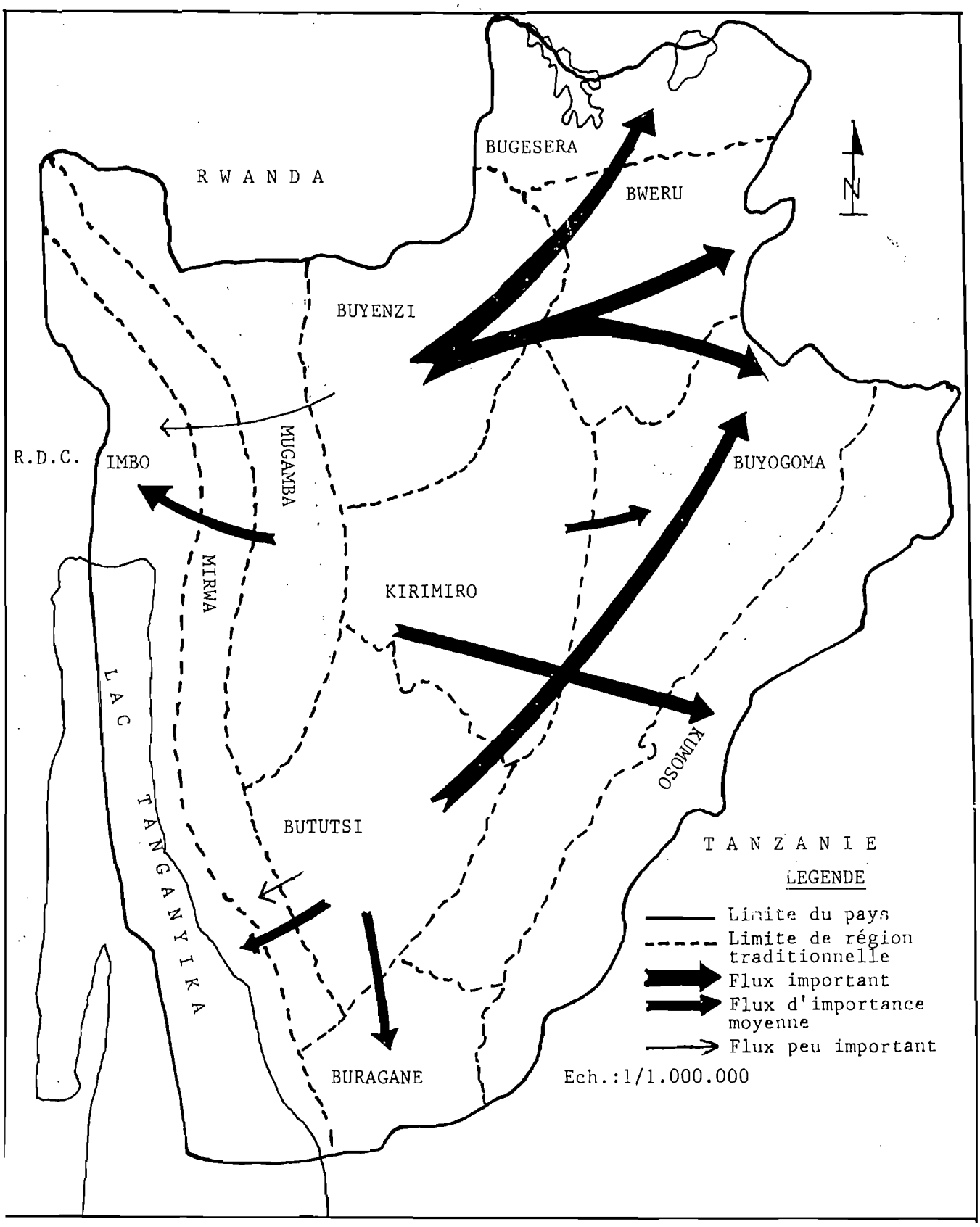


Fig.7.PRINCIPAUX FLUX MIGRATOIRES

SOURCE:Havugimana,E. Le front pionnier de Kigamba.Contribution à l'étude des migrations rurales au Burundi,p.12, 1984.

Sur cette carte, force nous est de constater que les principales zones d'émigratiòn sont essentiellement celles dont la taille d'exploitation est restreinte. La région traditionnelle d'Imbo est exceptionnelle car elle continue à attirer la population alors qu'elle présente une taille d'exploitation la plus petite de toutes les régions traditionnelles du Burundi. Cela s'explique sans doute par la présence de la ville de Bujumbura qui attire beaucoup la population. Elle est la première zone d'immigration comme nous allons le remarquer dans le chapitre suivant concernant les migrations.

VI.1.1. La stérilité du sol

De la non disponibilité des terres résulte une utilisation intensive des sols, ce qui épuise rapidement l'humus. En effet, sur des terres « atomisées » il est difficile de pratiquer une rotation adéquate des cultures et l'homme devient responsable d'une érosion accélérée, résultant d'une mauvaise gestion des sols. La faible fertilité due à la surexploitation du sol entraîne donc une baisse continue de la production. Or, c'est de cette production agricole que le paysan tire le revenu monétaire dont il a besoin. Actuellement, la production est loin de satisfaire les besoins alimentaires ce qui pousse les paysans à quitter leur région d'origine.

IV.2. La recherche d'un apport monétaire

Le milieu de notre zone d'étude n'offre pas de possibilités d'encaisse monétaire. D'une manière générale, les revenus des paysans sont essentiellement agricoles. Ils ne dépendent pas beaucoup des salaires, ni des activités artisanales, ou du petit commerce. En fait, l'agriculture compte plus que d'autres activités. Pour pouvoir se procurer des biens et des services dont il a besoin, le paysan doit vendre une partie de sa récolte. Le problème de marché ne s'y pose pas, les deux communes sont bien situées géographiquement.

Malheureusement, le paysan de la région ne réalise pas de surplus commercialisable. De plus, il ne cultive qu'une seule culture industrielle qui est le café. Certains paysans, pour se procurer des frais de scolarisation, épargner pour les

périodes de soudure, pour les soins médicaux se dirigent vers les régions susceptibles de favoriser l'acquisition d'un revenu monétaire.

Ainsi, les régions qui attirent les migrants ne sont pas seulement celles qui procurent de nouvelles terres de cultures, mais aussi celles où les opportunités d'un revenu monétaire sont les plus nombreuses. Citons ici la province de Cibitoke où le commerce procure beaucoup d'argent au paysan.

IV.3. Les raisons familiales

Généralement au niveau de la famille, c'est le chef de ménage qui migre, mais il arrive que la migration de ce dernier entraîne la mobilité de toutes les personnes dépendantes de lui. C'est-à-dire les enfants, les femmes et les vieux dans une moindre mesure.

Dans notre zone d'étude, ce sont surtout les enfants mineurs qui sont touchés, les autres pouvant se débrouiller sans le concours de leurs parents. Dans le même ordre, se classent les migrations par influence par exemple les voisins, les parents éloignés qui décident d'émigrer parce que les autres l'ont fait.

IV.4. Les conflits sociaux

Les conflits sociaux figurent parmi les déterminants de la mobilité de la population bien que son influence soit de faible ampleur. Dans notre enquête, très peu de gens ont la volonté d'émigrer pour des motifs de conflits sociaux. Un seulement sur les 42 qui avaient la volonté d'émigrer a pour motif les conflits sociaux. Pourtant presque tous les enquêtés ont connu des litiges au sujet des terres.

D'autres études ont également abouti à ce constat « dans les régions densément peuplées, où les exploitations agricoles sont réduites au minimum, où les parties prenantes à l'héritage sont nombreuses. On ne s'étonnera pas de la fréquence des conflits fonciers. Il ne se passe de journée sans qu'un conflit au sujet de la propriété,

de sa délimitation... n'éclate entre les membres d'une famille où les voisins, sur l'une ou l'autre colline.[28]

C'est un problème qui date de très longtemps, les conflits entre les cultivateurs ont commencé avec la privatisation de la propriété.

Le souci de chacun de satisfaire les besoins familiaux dans les conditions d'insuffisance, la conviction que chacun doit gérer la pauvreté, la pénurie, crée une atmosphère d'agression. Dans cette lutte, chacun doit gérer la propriété pour se tirer d'affaire. Les conflits sociaux peuvent être considérés comme une cause directe de la migration. Ceci est le cas quand le paysan est très menacé à tel point qu'il décide de quitter sa région d'origine.

Enfin, d'autres facteurs interviennent dans la détermination des migrants dans la mesure où ils peuvent freiner ou empêcher les déplacements volontaires de la population. Dans ces facteurs se classent ces trois derniers « La distance, les moyens financiers et les coûts sociaux ». Signalons qu'ils interviennent après avoir eu l'idée de migrer. C'est-à-dire qu'ils ne constituent pas des facteurs causaux mais ils influencent les mouvements de la population.

IV.5. La distance

La distance intervient dans la détermination des migrations au niveau du choix de la direction, mais elle constitue rarement à elle seule « un facteur causal » déterminant pour expliquer les mouvements migratoires.

La plupart des auteurs hésitent à se prononcer sur la cause déterminante, c'est-à-dire celle en l'absence de laquelle le migrant ne serait pas parti, soit parce qu'il constate que la situation qui l'incitait au départ est finalement supportable ou qu'une compensation inattendue l'incite à renoncer au projet.

---

[28] Niyungeko, L., *Pression démographique et consommation du capital naturel au Burundi*, Mémoire : U.B., F.S.E.A., p. 106.

Toutefois, nous constatons que la plupart de nos enquêtés ont la volonté de migrer pour des raisons essentiellement économiques mais qui ont pour base la pression démographique.

IV.6. Les coûts sociaux

Certains coûts sont difficilement évaluables en monnaie. Ils sont surtout d'ordre social au psychologique. Au départ, le migrant vit dans une région qui a des caractéristiques spécifiques : le climat, les cultures, les méthodes culturales, les habitudes de consommation. De plus, il a beaucoup de choses auxquelles il s'est attaché (famille, amis, terre de ses ancêtres). L'émigration cause ainsi un bouleversement psycho-social. L'intégration dans un milieu différent de celui d'avant n'est pas facile.

IV.7. Les moyens financiers

IV.7.1. Les frais de déplacement

Les frais de déplacement constituent une cause déterminante dans le déplacement des individus dans la mesure où certains paysans qui ont la volonté d'aller s'installer ailleurs ont du mal à trouver les frais de déplacement. Ils sont fonction de la distance qui sépare la région de départ de celle d'accueil, du nombre de bagages à déplacer et du nombre des membres de la famille à déplacer. C'est ainsi que certains paysans confient à leurs amis ou parents déjà installés dans la région, la phase des négociations lorsqu'ils veulent s'installer dans une autre région.

Par contre, il y en a qui se déplacent d'abord pour les négociations, retournent ensuite chercher la somme nécessaire pour enfin revenir payer sans toutefois s'installer définitivement. Ceci veut dire qu'ils sont obligés de faire la navette entre la région où ils ont laissé leur famille et celle où ils ont acheté la propriété. Ils passent ainsi toute la saison culturale dans cette dernière et retournent attendre la récolte auprès des leurs. Souvent, ils s'installent définitivement à la deuxième récolte. Dans ces frais de

déplacement, il faudrait inclure les provisions nécessaires pour le voyage ou l'argent réservé à cet effet.

Pour savoir si les frais de déplacement influencent la décision de migrer, nous avons posé la question suivante : « Si le transport pouvait s'améliorer avec un coût réduit, pensez-vous qu'on assisterait à un processus de « désengorgement des régions surpeuplées » ? D'après les réponses recueillies, les transports semblent être un problème sérieux mais si ce n'était que les frais de déplacement, ce serait tolérable.

IV.7.2. Les frais d'installation

Les frais d'installation englobent le coût d'achat de la propriété, le coût de construction de la maison et autres (équipements). Exception faite des premiers migrants qui reçurent la propriété gratuitement, le coût d'acquisition de celle-ci constitue l'un des coûts les plus élevés supportés par le migrant. Il est fonction du pouvoir de négociation, du nombre de demandeurs et/ou d'offreurs, des dimensions, de l'état de la propriété (degré de fertilité, propriété non encore ou déjà en exploitation). Même pour les soi-disants gratuites, les bénéficiaires doivent payer des pots de vin aux chefs chargés de la distribution. L'argent est payé en monnaie liquide soit en totalité, soit par tranches selon les conventions. Cet argent pouvant provenir soit de la vente de la propriété de la région d'origine, du bétail ou du café, soit d'un emploi rémunéré.

IV.7.3. Les frais de consommation

Les premiers migrants étaient nourris durant toute la période d'avant la première récolte. S'ils disposaient d'argent, ils s'achèteraient des compléments. Ceux d'après supportent eux-mêmes la totalité des dépenses. Les moyens de subsistance temporaire de ces migrants consistent soit en travail rémunéré (en nature ou en argent), soit en provisions ramenées de la région d'origine, soit en achat s'ils disposent d'argent ou encore en aide par les voisins.

Enfin la distance et les moyens financiers interviennent dans la détermination des déplacements de la population dans la mesure où ils peuvent freiner ou empêcher ces derniers. Signalons tout simplement que ces facteurs interviennent après avoir pris la décision de migrer. Les principales causes de migration sont essentiellement deux « La recherche de nouvelles terres agricoles et des revenus monétaires comme ce tableau l'indique.

Tableau n° 12 : Les déterminants des migrants

Les déterminants	Effectifs	Pourcentage
Insuffisance de terres cultivables	34	80,25
Recherche d'un apport monétaire	4	9,52
Les raisons familiales	3	7,14
Les conflits sociaux	1	2,4
TOTAL	42	100

Source: *Enquête personnelle effectuée du 28 octobre au 17 novembre 2002 dans les communes Giheta et Gitega auprès de 110 ménages.*

Parmi les 110 ménages enquêtés dans les deux communes 42 ont la volonté de quitter cette région. Selon les causes ci-haut mentionnées dans le tableau, nous constatons que les principales causes sont essentiellement économiques, les raisons psycho-sociales n'interviennent que rarement.

CHAPITRE V : LES MIGRATIONS COMME REPONSE A L'ENGORGEMENT DE LA ZONE D'ETUDE

Les migrations au Burundi constituent un phénomène relativement ancien. De nombreuses populations sont parties vers la Tanzanie et vers l'Ouganda déjà à l'époque coloniale, pendant que d'autres étaient transférées dans les mines du Katanga et les plantations du Kivu.

Après l'indépendance, les nombreuses crises successives à caractère politico-ethnique ont jeté des centaines de milliers de personnes sur les chemins de l'exil. Parallèlement à ce mouvement, il s'opère depuis les années 50 un déplacement libre ou organisé des régions très peuplées vers les régions moins peuplées mais aussi vers les villes.

L'étude des migrations permet d'opposer les zones d'émigration comme les provinces du centre-nord aux zones d'accueil constituées par les provinces périphériques. La pression foncière et l'apparition des inégalités économiques entre les régions sont d'importants facteurs de la mobilité spatiale de la population. Exception faite de la province de Bururi qui, quoique faiblement peuplée demeure une province d'émigration, les transferts de populations se font en général des régions densément peuplées vers celles qui le sont moins.

V.1. Comparaison du niveau de migration et de croissance démographique selon les provinces

Cette comparaison revêt une importante capitale dans la mesure où elle permet de voir si les zones densément peuplées constituent des zones d'émigration et celles qui le sont moins des zones d'immigration sauf quelques exceptions.

Par manque de données actualisées, nous nous sommes référées sur les données et les résultats des recensements généraux de la population de 1979 et de 1990.

Tableau n° 13 : Evolution démographique intercensitaire selon les provinces

Provinces	Population		Superficie en km²	Densité Hab/ km²		Accroissement annuel (pourcentage)
	1979	1990		1979	1990	
Bubanza	154.093	222.953	1.089,04	141	205	3,4
Bujumbura M.	168.368	235.440	86,52 (ha)	19/ha	27 /ha	3,09
Bujumbura R.	292.577	373.491	1.232,62	237	303	2,24
Bururi	313.016	385.490	2.465,12	130	156	1,91
Cankuzo	107.550	142.797	1.964,54	55	73	2,61
Cibitoke	179.853	279.843	1.635,52	110	170	4,10
Gitega	471.020	565.174	1.978,96	238	286	1,67
Karuzi	210.589	287.905	1.547,40	144	198	2,88
Kayanza	383.085	443.116	1.233,24	311	359	1,33
Kirundo	289.181	401.103	1.703,34	170	235	3,01
Makamba	120.897	223.799	1.959,6	62	114	5,75
Muramvya	377.242	441.653	1.535,12	246	288	1,44
Muyinga	257.259	373.382	1.836,26	140	203	3,44
Ngozi	394.351	482.246	1.473,86	268	327	1,84
Rutana	141.357	195.834	1.959,48	72.14	100	3,007
Ruyigi	167.982	238.567	2.338,88	71.82	102	3,24
TOTAL	4028.420	5.292.793	25.949,50	155	204	2,5

***Source**: Ministère de l'Intérieur, Département de la population : Recensement général de la population et de l'habitat 1979, 1990.*

Tableau n° 14 : Bilan migratoire de la période intercensitaire 1979-1990

Province	Immigrants	Emigrants	Solde	Part en % de la croissance due à la migration
Bujumbura M.	16.375	6.530	9.845	14,68
Bujumbura R.	3.768	7.958	- 4.190	- 5,18
Makamba	13.143	1.012	12.131	11,79
Cibitoke	10.186	2.258	7.928	7,93
Bubanza	7.344	2.818	4.526	6,57
Ruyigi	5.791	1.547	4.244	6,01
Muyinga	9.885	2.865	7.020	6,0
Rutana	4.787	2.259	2.528	4,64
Cankuzo	2.524	955	1.569	4,45
Kirundo	7.515	2.803	4.712	4,21
Karuzi	3.249	2.151	1.098	1,42
Bururi	5.031	10.494	- 5.463	- 7,54
Ngozi	3.557	10.699	- 7.142	- 8,12
Gitega	3.908	19.292	- 15.384	- 16,3
Muramvya	3.117	13.991	- 10.874	- 16,88
Kayanza	2.246	17.794	- 15.548	- 25,90

Source: Ngayimpenda, E., La population burundaise, situation actuelle et perspectives, *Bujumbura, Palais des congrès de Kigobe, du 18 au 20 septembre 2002.*

De ces deux tableaux, il y a lieu de recueillir beaucoup d'informations. D'abord nous constatons que les provinces les plus densément peuplées sont également les provinces d'émigration. Citons ici les provinces de Ngozi, Gitega, Kayanza, Muramvya, Bujumbura rural. Comme nous l'avons déjà signalé, nous remarquons que la province Bururi constitue une exception.

D'autre part, nous remarquons que les provinces les moins peuplées constituent des zones d'immigration. Citons ici les provinces de Makamba, Cibitoke. Cependant, nous constatons que les flux migratoires sont relativement faibles dans les provinces de Ruyigi, Rutana et Cankuzo. Cette constatation montre que la densité n'est pas la seule variable explicative et qu'il existe sans doute d'autres explications liées aux opportunités économiques, à l'accessibilité, à l'hospitalité physique et sociale des régions d'immigration.

Enfin dans les provinces de départ, l'émigration est en partie responsable du faible taux d'accroissement démographique. Les provinces Kayanza, Gitega, Muramvya, Ngozi qui ont un taux d'accroissement annuel inférieur à 2% cfr tableau n° 13 en sont un bon exemple. Et du fait de l'orientation des flux migratoires, les provinces les moins peuplées ont aujourd'hui les taux de croissance démographique les plus élevés. Makamba et Cibitoke ont les taux d'accroissement annuels les plus élevés du pays. Cfr tableau n° 13.

V.2. Migration dans notre zone d'étude

La région de notre zone d'étude fait partie de la province Gitega. Comme les tableaux précédents l'illustrent bien, elle figure parmi les provinces les plus peuplées et constitue une zone d'émigration. Les communes Giheta et Gitega en sont l'exemple le plus parlant.

V.2.1. L'immigration et l'émigration

L'immigration vers notre zone d'étude paraît bel et bien insignifiante, presque toutes les personnes enquêtées nous ont affirmé qu'elles sont originaires de la région. La croissance démographique a entraîné une occupation quasi complète de l'espace si bien que tout nouvel immigrant aurait de la peine à trouver une parcelle inoccupée. Seule la ville de Gitega continue à accueillir quelques fonctionnaires et commerçants.

Dans la zone rurale de Gitega et dans la commune Giheta, l'immigration concerne les jeunes femmes qui viennent pour le mariage. Contrairement à l'immigration, l'émigration dans la zone de notre étude se développe de nos jours avec une intensité relativement accrue. Voilà d'ailleurs ce qui explique la faiblesse du taux de croissance de la population par rapport aux autres provinces du pays. Signalons ici qu'il existe une autre forme de mouvement de la population qui s'observe de plus en plus dans la zone d'étude mais sans beaucoup d'influence car il est de courte durée. Il s'agit des mouvements pendulaires.

V.3. Les mouvements pendulaires

On appelle mouvement pendulaire, le mouvement des actifs entre les lieux de résidence et les lieux de travail. Les migrations pendulaires se distinguent des autres formes de migration par le fait que les gens se déplacent journellement. C'est en fait un mouvement de va et vient entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

Selon Jacqueline Beaujeu Garnier, trois facteurs doivent être rassemblés pour qu'on puisse réellement parler de mouvement pendulaire[29].

- Une distance plus ou moins grande entre le domicile et le lieu de travail.
- L'emploi d'un moyen de transport autre que la marche à pieds.
- Une certaine convergence.

Dans notre zone d'étude, nous avons constaté que beaucoup de gens emploient la marche à pied comme moyen de transport et sur une distance considérable. Pour cela, le second facteur sera mis de côté.

La prise en considération de ce dernier ne pourrait constituer un avantage que dans le cadre des pays industrialisés où une certaine distance entraîne presque automatiquement l'utilisation d'un véhicule à partir d'un certain seuil.

[29] Sezibera, S., *Les Migrations pendulaires à Bujumbura*, Mémoire, FLSH, Géographie, p. 2.

En effet, les mouvements pendulaires s'effectuent entre le milieu rural de Gitega et la commune Giheta vers la ville de Gitega. Le moyen de transport le plus utilisé est la marche à pied, l'utilisation des taxi-vélos se développe également depuis la crise d'octobre 1993 car les chauffeurs des automobiles refusent de s'arrêter au milieu du trajet Bujumbura-Gitega.

Les migrations pendulaires s'effectuent donc entre les lieux de résidence et le lieu de travail. Elles se basent essentiellement sur les relations de la ville et sa région.

V.3.1. La ville de Gitega : centre d'activité

Une ville peut exercer plusieurs fonctions et devient ainsi un pôle de développement. Celle de Gitega est de petite taille. Néanmoins, elle exerce une certaine influence sur la population des régions proches. Elle présente sans doute beaucoup d'activités économiques par rapport à la zone rurale de Gitega et la commune Giheta où la principale activité économique est l'agriculture. La ville de Gitega offre des emplois grâce aux différentes entreprises de construction et de service. C'est ainsi que maçons et charpentiers, sentinelles et plantons sont souvent recrutés dans les environs. C'est à ces derniers que nous pensons quand nous parlons des mouvements journaliers. Ajoutons également les mouvements concernant essentiellement le ravitaillement et l'approvisionnement.
Tous les jours des produits sont étalés sur la place du marché où les citadins et les exploitants ayant obtenu des récoltes peu abondant viennent s'approvisionner.

Le ravitaillement de la ville est assuré en partie par des paysans producteurs des régions environnantes qui peuvent vendre directement sur le marché central de Gitega. Signalons en passant que les produits manufacturés proviennent essentiellement de Bujumbura. Pour le ravitaillement et l'approvisionnement, la ville est appelée à nouer des relations avec la région environnante et d'autres régions par l'intermédiaire des personnes ou sociétés spécialisées. C'est ainsi que les voies de circulation rayonnent presque dans toutes les directions et ce à partir de Gitega. Une analyse plus fouillée pourrait dégager une influence concentrique.

En fin de compte, Gitega-ville a tissé avec son arrière pays, en l'occurrence la commune Giheta et la zone rurale de Gitega, un réseau de relations de tous ordres : administratifs, politiques, économiques et socio-culturels. Ces relations bien que différentes en volume de flux dans chaque sens n'en revêtent pas moins un caractère de réciprocité. Ce sont donc ces mouvements de va et vient entre les lieux de résidence et de travail qui expliquent les mouvements pendulaires de la région d'étude. Nous avons voulu en faire une étude quantitative mais l'insécurité qui règne dans la région d'étude a freiné nos recherches. Nous avons seulement cherché à connaître les lieux d'accueil et les raisons d'émigration. En relevant les absents sur les 11 collines de chaque commune tout en mentionnant les raisons et les lieux d'immigration.

Ainsi nous avons eu des précisions sur les mouvements migratoires de notre zone d'étude mais pas d'une façon spécifique. Il nous a été difficile de connaître exactement à quelle date les migrations inter-régionales non organisées ont commencé. Aussi la nature des migrations de la population est restée imprécise car il aurait fallu aller dans les différentes zones d'immigration pour demander aux intéressés si les mouvements sont temporaires ou définitifs, ce qui est impossible. Les seules précisions que nous avons eu concernent le lieu d'immigration, les raisons ainsi que son ampleur dans la région d'étude. C'est-à-dire le nombre de migrants. Les résultats ainsi obtenus sont rassemblés dans les deux tableaux ci-dessous.

Tableau n° 15 : Lieux d'immigration et raisons d'émigration dans la commune Giheta

Raisons / Lieux d'accueil	Cultiver les champs	Domestique	Travail salarié	Fonction naire	Ouvrier	Commerce	Autres	Total
Bujumbura	-	17	10	14	1	4	2	48
Rumonge	4	1	8	-	-	3	-	16
Gitega	-	10	3	4	11	2	-	30
Cibitoke	10	3	2	1	-	2	-	18
Bubanza	7	-	2	1	-	-	-	10
Ngozi	-	2	-	1	-	-	-	3
Kayanza	-	1	2	-	-	1	-	4
Muramvya	-	-	1	-	-	-	-	1
Mwaro	-	-	-	-	-	-	4	4
Moso	14	-	2	-	-	-	3	19
Ruyigi	2	1	1	-	-	-	-	4
Kirundo	11	-	2	-	-	-	3	16
Mabanda	8	-	1	-	-	2	-	11
Makamba	7	-	-	2	-	-	4	13
Nyanza-Lac	-	2	3	1	-	3	-	9
Muyinga	3	-	-	4	-	-	-	7
Karuzi	-	-	2	-	-	-	1	3
Cankuzo	8	1	-	-	-	-	-	9
TOTAL	74	38	39	28	12	17	17	225

***Source**: Réalisé lors d'une enquête menée sur 11 collines de la commune Giheta en collaboration avec les chefs de collines.*

Tableau n° 16 : Lieux d'immigration et raisons d'émigration en Commune Gitega

Raisons / Lieux d'accueil	Cultiver les champs	Domestique	Travail salarié	Fonction-naire	Ouvrier	Commerce	Autres	Total
Bujumbura	-	12	3	13	4	3	5	40
Rumonge	7	-	5	1	-	2	-	15
Gitega	-	8	3	9	3	1	3	27
Cibitoke	10	1	-	-	-	6	-	17
Bubanza	4	-	-	-	3	-	4	11
Ngozi	-	1	-	1	-	-	-	2
Kayanza	-	1	-	2	-	-	-	3
Muramvya	-	-	-	1	-	-	-	1
Mwaro	-	-	-	-	-	2	1	3
Moso	12	-	-	-	-	-	2	14
Ruyigi	4	-	-	1	-	-	-	5
Cankuzo	7	-	-	-	-	-	-	7
Mabanda	6	-	1	-	-	3	-	10
Makamba	8	-	-	2	-	-	2	12
Nyanza-Lac	2	2	3	-	-	-	3	10
Muyinga	4	-	4	-	-	-	1	9
Karuzi	-	-	2	-	-	-	2	4
Kirundo	10	-	-	-	-	-	1	11
TOTAL	74	25	21	30	10	17	24	201

Source : Réalisé lors d'une enquête menée sur 11 collines de la commune de Gitega en collaboration avec les chefs de collines.

Ces deux tableaux illustrent les principales zones d'immigration de la population de notre zone d'étude. Nous constatons que la première zone d'immigration est constituée par les villes et les centres urbains. La seconde est constituée par les zones rurales du pays où la terre est encore disponible et fertile. Dans les villes, il y a plus d'opportunités de travail que dans notre zone d'étude.

Bref, nous distinguons deux types de mouvements migratoires : la migration vers les zones rurales et vers les villes : « l'exode rural ».

V.4. L'Exode rural

L'exode rural est le résultat de la faiblesse des revenus des agriculteurs dont les besoins monétaires sont pourtant nombreux. Il concerne essentiellement les jeunes désireux d'améliorer leur existence. Ils immigrent essentiellement vers la ville de Bujumbura et celle de Gitega. Le centre urbain de Rumonge n'attire pas beaucoup la population des communes Giheta et Gitega ; à l'exception de quelques départs pour le travail salarié dans les palmeraies comme l'indique les deux tableaux précédents.

V.4.1. L'exode rural vers la ville de Gitega

Comme les tableaux n° 15 et n° 16 l'illustrent, Gitega constitue la zone d'immigration des paysans de notre zone d'étude. Il s'agit de jeunes garçons surtout ceux qui ont échoué le concours national. La cause principale de ces départs est l'illusion d'une vie meilleure. Malheureusement, la ville de Gitega n'est pas bien pourvue en secteurs d'activités même si elle est relativement plus avancée que les milieux ruraux des communes Giheta et Gitega. Il est donc difficile pour ces jeunes de trouver du travail sauf quelques uns qui parviennent à s'engager comme domestique. Ceux qui ne trouvent pas du travail commencent à errer et finissent par devenir des bandits.

Bref, si on enregistre d'immigrants dans la ville de Gitega, la part importante de ceux-ci concerne les mouvements pendulaires. Sinon l'immigration vers la ville de Gitega est limitée, la majorité des paysans de notre zone d'étude préférant aller à Bujumbura.

V.4.2. L'exode rural vers la ville de Bujumbura

Bujumbura, capitale et principale ville du pays est la première zone d'immigration de la population de notre zone d'étude. Rien d'étonnant car presque toutes les fonctions y sont présentes, la possibilité d'emploi dépasse de loin celle de Gitega, ville faisant partie de notre zone d'étude. Ici le mouvement concerne presque toutes les tranches d'âge sauf les vieux, mais les jeunes de moins de 25 ans demeurent plus nombreux que les autres.

La façon dont les émigrants racontent la « belle vie » de la ville et dont ils considèrent ceux qui n'y ont jamais été ont constitué autant d'argument en faveur de la ville et ont imprimé dans l'esprit des ruraux le « mythe urbain » l'endroit où on réussit à tout prix. Certains jeunes entreprenants ont appris un métier pendant leur séjour en ville et certains ont même pu s'y établir définitivement.

Bref, les partants demeurent attachés à leurs terres d'origine puisqu'ils interviennent chaque fois que l'exploitation familiale cause de sérieux problèmes.

V.5. Migrations vers les autres régions du pays

Les autres zones d'immigration de la population de notre zone d'étude sont le Kumoso, Cibitoke, Rumonge, Cankuzo, Makamba, Mabanda et Bubanza.

Le Kumoso est la première zone rurale d'immigration des personnes de notre zone d'étude. La principale raison est que la terre y est fertile et peu cher. Les gens y vont pour cultiver les champs. Les raisons familiales pourraient aussi expliquer le choix de cette région dans la mesure où l'autorité tutélaire belge y avait aménagé des paysannats qui ont accueilli un certain nombre de migrants entre 1954 et 1959. Cette région continue à les accueillir car elle est la moins peuplée du pays et dispose de beaucoup de potentialités économiques.

La province de Cibitoke vient en deuxième position. Elle figure parmi les provinces les moins peuplées du pays. La terre y est fertile et disponible. La possibilité de gagner de l'argent y est de loin supérieure à celle de notre zone d'étude. On parvient à réaliser un surplus commercialisable non négligeable surtout que les cultures industrielles procure des revenus relativement important.

Ensuite les provinces Makamba et Mabanda sont peu peuplées. C'est une région de transhumance surtout en saison sèche. L'accès à la terre y est aussi facile tel est également le cas pour la province Kirundo. Dans cet ordre d'idée se classe également la province Bubanza où la capacité de recevoir l'argent par voie commerciale est loin supérieure à celle de notre zone d'étude.

Enfin la commune Rumonge attire de nombreux travailleurs agricoles qui vont y chercher de l'argent. Le retour dans la région d'origine n'est pas fréquent car ceux qui peuvent acheter une exploitation s'y installent définitivement.

En conclusion, nous pouvons affirmer que les principales zones d'immigration sont les régions les moins peuplées, les centres urbains ainsi que certaines régions plus riches que celle de notre zone d'étude. Les facteurs expliquant le choix de ces directions sont essentiellement la recherche des terres cultivables et celle d'un apport monétaire. Il reste à savoir si l'émigration résoudra les problèmes de la pression démographique.

V.6. Les effets des migrations

Les mouvements migratoires ont des effets complexes tant dans les zones de départ que dans les zones d'arrivée.

V.6.1. Les effets démographiques

Le flux migratoire entraîne une diminution de l'effectif de la population dans la région d'origine et une augmentation dans celle d'accueil. Il contribue également à l'accroissement naturel de la population dans la région d'accueil. Cela découle du

simple fait que les migrants appartiennent essentiellement au groupe des jeunes adultes. La fécondité devient très élevée. Le flux migratoire peut également provoquer une modification de la structure par sexe et par âge de la population dans les deux régions.

La région d'origine a une population à prédominance féminine comme notre zone d'étude. L'existence des problèmes de subsistance suscite surtout des départs de la main-d'œuvre masculine vers d'autres régions à la recherche du travail, l'une des préoccupations majeures de tout ménage étant de préserver l'équilibre alimentaire. Inversement, la région d'accueil aura plus de chances de présenter une population masculine. Quant à la structure par âge, la région d'origine se compose généralement d'enfants et de personnes âgées tandis que celle d'accueil a une population comprenant une faible proportion d'enfants, la population active constituant un gros pourcentage du total. Cependant, notre zone d'étude présente une population jeune presque la moitié de la population a moins de 15 ans. L'émigration provoque un déficit d'hommes entre 15 et 64 ans dans la région d'origine. La région d'accueil présente une population comprenant un excédent très apparent dans cette tranche d'âge.

V.6.2. Les effets économiques

Les migrations ont également des effets sur l'économie nationale en général et sur les régions particulièrement concernée.

Le déséquilibre de répartition de la population peut être atténué, dans certaines limites, par le processus d'émigration, allégeant ainsi la pression démographique de ces régions densément peuplées. Il y a donc un gain de terres cultivables libérées. Il s'ensuit une réduction des déséquilibres Hommes-Terres entre diverses régions, en ce sens que le départ d'un membre du ménage s'accompagne d'un accroissement correspondant du rapport terre/homme, pour le ménage en question. Ceci devrait s'accompagner d'une augmentation de la productivité agricole dans la région d'origine. Ainsi donc, une amélioration du ration Homme/terre provoque un revenu réel par tête plus élevé qu'avant.

Les migrations fournissent un gain de main-d'œuvre dans la région d'accueil. La main d'œuvre excédentaire et sous-employée dans la région d'origine vient occuper les terres presque vides, sous exploitées dans la région d'accueil et devient ainsi productive. Les migrations contribuent dans ce sens à la valorisation de la région de destination.

Quant à la région de départ comme le témoigne la population de notre zone d'étude, elle bénéficie des retours des immigrés car ils apportent l'argent pour le développement de la région. Cependant, des effets contraires à ceux que nous venons d'exposer peuvent se produire si le Gouvernement ne fait pas attention. En effet, la tendance à la perte des éléments dynamiques et des plus potentiellement actifs peut compromettre la production dans la région d'origine. Dans la région d'accueil, les migrants peuvent contribuer à l'augmentation de la production car l'occupation de ces derniers des terres non exploités augmente la superficie des terres cultivées pour la région et pour tout le pays. Mais si les mouvements migratoires se poursuivent à long terme, elle peut aussi contribuer aux risques d'occupations anarchiques de nouvelles terres et une intensification d'actions dévastatrices sur l'environnement. Si elles sont orientées vers les villes, elles contribuent à la densification de la ville, accentue la multiplication des pseudo-citadins ainsi que la crise du chômage et du logement.

En conclusion, nous réalisons des avantages et des inconvénients des mouvements migratoires. Remarquons tout simplement que les avantages priment sur les inconvénients surtout lorsque les mouvements migratoires ne sont pas exagérés.

V.7. Migration : une solution non durable

Les mouvements migratoires ne peuvent pas être envisagés comme une solution pour résoudre les problèmes de pression démographiques. Même si elle peut être réalisée, elle n'aurait d'effet que pour le moyen terme, si bien qu'elle ne peut donc pas être envisagée comme une solution crédible et durable au problème de population. Malheureusement nous remarquons que dans la zone d'étude, la solution de

l'émigration se substitue à la solution du contrôle de la fécondité. Comment faut-il alors procéder pour désengorger les régions surpeuplées comme notre zone d'étude ?

V.7.1. Une politique de développement rural

On aurait peut-être dû commencer par la politique de développement rural pour redistribuer la population dans la mesure où le développement rural s'inscrit en priorité dans tous les plans de développement du pays ou pour le moins mentionné dans tout discours politique. En témoignent les deux séminaires d'information et de sensibilisation des parlementaires et autres intervenants sur les questions de population et développement tenu en janvier et septembre 2002. Cette position découle d'une idée simple selon laquelle la population émigre par manque d'opportunités, aussi bien professionnelles que scolaires et sanitaires. C'est d'ailleurs pour cette raison que certaines régions pourtant peu peuplées ne constituent pas des zones d'immigration. Les activités non agricoles à promouvoir satisferaient certains des besoins essentiels des ruraux dans des conditions plus économiques.

En plus de nouvelles possibilités d'activités et de vie fourniraient une alternative qui limiterait les migrations vers les villes de Gitega et de Bujumbura avec une capacité d'accueil limitée à cause de la faible urbanisation du pays. Signalons que la revitalisation des centres ruraux contribuerait en même temps à améliorer les échanges internes à chaque zone et offrirait des possibilités de vie sociale et de loisirs qui font encore défaut dans la zone d'étude en particulier et à plusieurs provinces du pays en général.

En réalité, il faudra que chaque milieu rural puisse voir s'exercer en son sein l'ensemble des fonctions nécessaires à l'existence des communautés humaines : non seulement la production, mais aussi la transformation des biens, la fabrication des objets utiles, la gestion des échanges internes ou externes, la formation, la santé, l'amélioration de l'hygiène et l'information etc...
Néanmoins, ces fonctions ne peuvent toutes être remplies au niveau de chaque commune, elles ont fondamentalement besoin d'échelons intermédiaires compte tenu

des particularités régionales et des situations de départ. Malheureusement, le pays n'a pas de moyens et se heurte à un problème fondamental.

V.7.2. L'incapacité de former et de rentabiliser le capital humain

Le problème fondamental pour tout le pays reste celui de former et de rentabiliser le capital humain. En effet, au Burundi, la jeunesse de la population qui est généralement le fait d'une augmentation de la fécondité et/ou d'une réduction de la mortalité aux bas âges soulève le problème du fort taux de dépendance démographique et a de lourdes implications sur la capacité de financement des secteurs sociaux comme l'éducation, la santé, mais également sur la gestion du secteur de l'emploi : la population en âge actif est relativement peu nombreuse pour faire face aux besoins de l'ensemble des consommateurs.

Le pays devrait pour ce fait dépenser plus en infrastructures, en investissements sociaux (écoles, leur équipement, formation des enseignants, centres de santé) et créer beaucoup d'emplois en raison de l'arrivée de générations de plus en plus nombreuses sur le marché du travail. La forte croissance démographique induit donc des investissements supplémentaires importants nécessités par les besoins de nouvelles générations. Pour ce, le Burundi ne s'est pas donné les moyens suffisants pour développer le capital humain car nous constatons d'abord que la population adulte est à plus de 60% non alphabétisée.[30]

Cela implique que la diffusion des techniques de production, de programmes d'éducation à l'hygiène doivent se faire oralement. L'accès à l'enseignement secondaire était jusque récemment limitée. Le système d'enseignement n'est pas de nature à former des cadres moyens et supérieurs en nombre suffisant pour impulser la croissance économique et le développement. Enfin, les quelques rares cadres formés au niveau de l'enseignement supérieur le sont plus dans les disciplines de lettres, de sciences humaines et sociales que des sciences exactes et naturelles ou de formation

[30] SEMINAIRE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DES PARLEMENTAIRES ET AUTRES INTERVENANTS EN POPULATION ET DEVELOPPEMENT, *La situation socio-économique actuelle et le problème de population au Burundi*, Bujumbura, palais des congrès de Kigobe, septembre 2002.

des ingénieurs. Dans ces conditions, il est impossible d'attirer les investissements étrangers et le pays ne peut pas se développer rapidement.

La carte suivante des pôles d'attraction des populations et localisation des principaux projets de développement rural nous en dira davantage.

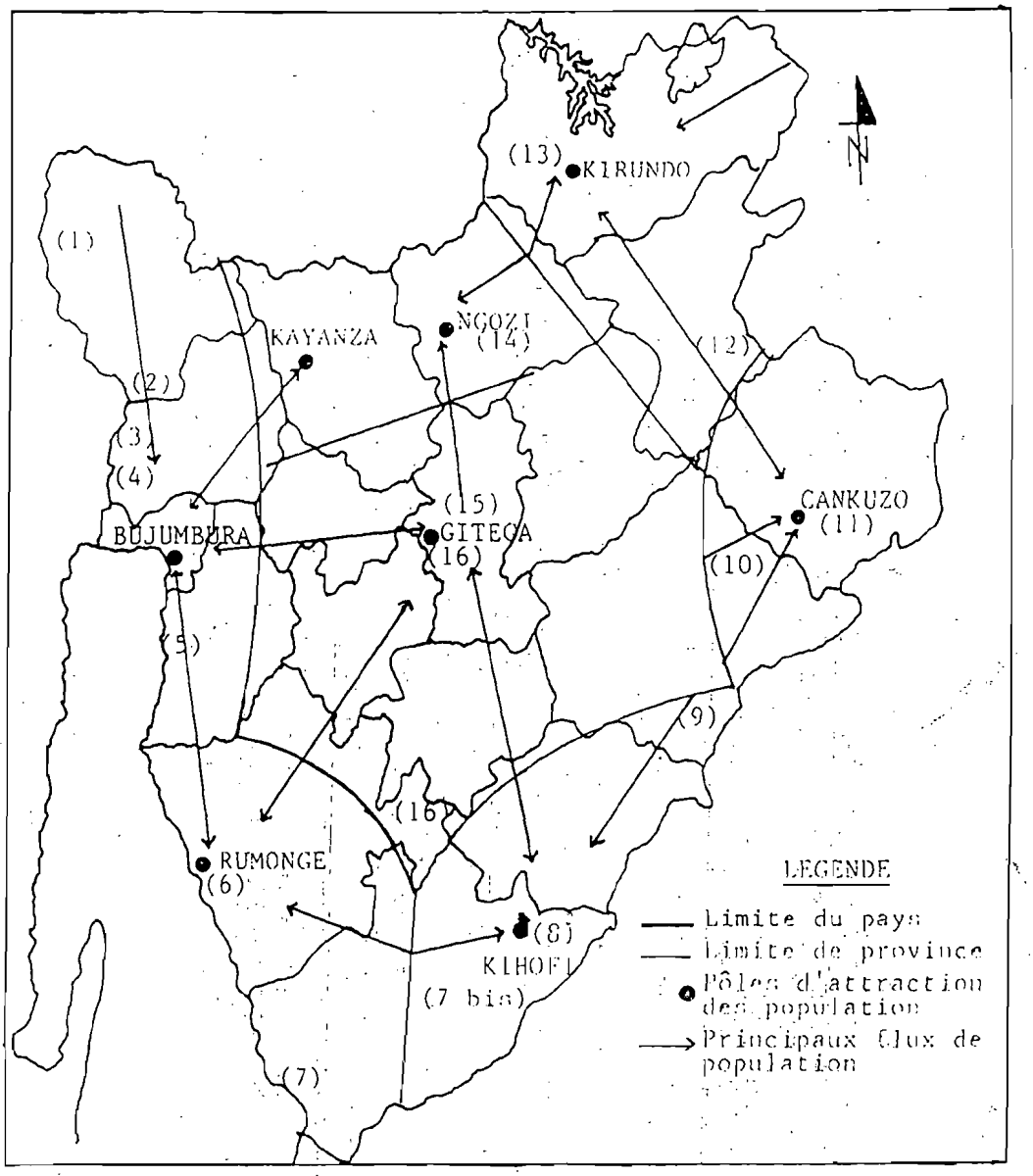


Fig.8 POLES D'ATTRACTION DES POPULATIONS ET LOCALISATION DES PRINCIPAUX PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL

SOURCE: GUICHAOUA, A. La mobilité rurale en Afrique des Hautes Terres Centrales surpeuplées, le cas du Burundi, p.142, 1984

Références de la carte de la page précédente

1. Projet Imbo-Nord Mparambo (début 1970, en cours d'exécution, extension en cours sur 12.000 ha).
2. Projet d'irrigation Imbo-Centre à partir de la Kagunuzi (étude en cours).
3. Projet Imbo-FED. (début du projet 1967, en cours d'exécution).
4. Projet Est-Mpanda (début du projet 1980, démarrage en cours).
5. Projet de développement rural intégré de Kabezi (étude achevée).
6. Projet de développement rural intégré de Rumonge (début du projet 1978, en cours d'exécution).
7. Projet Nyanza-Lac (début du projet 1979, en cours d'exécution).

7bis. Projet Makamba-Mabanda (début des études 1981).

8. Projet sucrier Kumoso (démarrage prévu 1981).
9. Projet de développement rural intégré de Kinyinya (en cours d'étude).
10. Aménagement de Rumpungwe (début des études 1981).
11. Projet de développement rural intégré de Muyinga (étude en cours).
12. Projet de développement rural intégré de la vallée de la Kayongozi (étude en cours).
13. Projet de développement rural intégré Kirundo (démarrage prévu 1981).
14. Projet Ngozi, deuxième phase (début 1976).
    Projet Ngozi, troisième phase (démarrage 1981).
15. Projet Kirimiro (début 1980, six centres agricoles en cours d'exécution à la phase 1).

16 et 16 bis. Projets Mugamba-Nord (début 1977, en cours d'exécution) et Bututsi-Sud (début 1976, en cours d'exécution).

Les zones des projets de développement constituent également des pôles d'attraction des populations ce qui explique qu'il faudrait commencer par la politique de développement rural pour une meilleure répartition de la population.

En conclusion, la zone de notre recherche constitue une des zones d'émigration du pays car elle est peu monétarisée. L'atomisation des terres est en partie responsable de la faible performance du secteur agricole et génératrice des conflits sociaux. L'émigration a été adoptée comme une solution à tous ces problèmes par la population de la zone de recherche du moins individuellement. Toutefois, si l'émigration peut remédier à certains de ces problèmes, elle n'est pas une solution adéquate car elle engendre aussi des problèmes surtout si elle n'est pas bien pensée et planifiée par des services compétents. Elle doit aussi être limitée dans le temps et dans l'espace sinon elle peut contribuer à la généralisation du problème de surpeuplement sur tout le territoire. Bref, elle constitue une solution non durable au problème de population.

CONCLUSION GENERALE

L'étude que nous venons de mener nous a conduit à l'objectif que nous nous étions fixé qui est l'analyse de la pression démographique et la mobilité de la population dans les communes Giheta et Gitega.

Le problème démographique est une réalité dans notre zone de recherche. Nous y avons remarqué une population nombreuse, jeune et essentiellement rurale. De nombreux facteurs tant physiques que socio-économiques ont influencé le peuplement de la région. Malheureusement, cette croissance démographique a été à la base de différents problèmes tel que le morcellement des exploitations agricoles. Ce dernier a conduit dans un premier temps à l'occupation des espaces libres notamment les terres moins fertiles où à haut risque de dégradation diminuant ainsi les espaces pâturables d'où la disparition progressive de l'élevage de bovins plus exigeant en fourrages. Seul celui du petit ruminant persiste. Face à ces problèmes, le paysan de la région a adopté de nouvelles méthodes telle que l'intensification de l'agriculture. Ceci pour relever la production par personne qui tend à la diminution.

A ce propos, Bairoch fait remarquer que « *deux fois plus de bras sur un petit lopin de terre ne produisent pas généralement deux fois plus de riz, mais demandent toujours deux fois plus de nourritures* ».[31]
Cependant, l'intensification agricole a provoqué, dans certaines exploitations, l'épuisement des sols et la dégradation des milieux. Les phénomènes d'érosion s'installent un peu partout et la capacité productive du sol est affectée. Cela est d'autant plus frappant que le couvert végétal qui devrait constituer la source de fumure organique a fortement diminué et le nombre de bovins par ménage a également régressé pour fournir du fumier.

L'on aura vu que la pression démographique ne constitue nullement un problème en soi. Elle devient un problème lorsque les ressources économiques

[31] Bairoch, P., *Tiers-Monde dans l'impasse le démarrage économique du 18ème au 20ème s.*, Paris, 1971, p. 262.

évoluent dans le sens contraire de la population. En effet, suite aux ressources économiques qui ont régressé dans les communes Giheta et Gitega, les populations ont émigré à la recherche de la survie. Cela étant en même temps une conséquence et une solution à la situation démographique en cours. Toutefois, la mobilité comme solution n'est pas envisageable à long terme. Elle peut causer d'autres problèmes de pression démographique dans les zones d'accueil. L'Etat devrait s'impliquer dans une recherche de solution adéquate aux problèmes de pression démographique notamment la politique de développement rural, la réduction de la fécondité, la diversification des activités économiques. Cela ferait face au désoeuvrement, à l'augmentation des revenus qui stabiliseraient la population.

La mobilité de la population n'entraîne pas immédiatement le désengorgement de la zone de départ car de nombreux migrants gardent un pied dans les régions de départ et ne cèdent que très rarement leurs propriétés. A l'issue d'une analyse de l'évolution de la relation mobilité et désengorgement. Il convient de s'interroger sur son devenir. Nous avons remarqué que la mobilité de la population présente des avantages et des inconvénients. Mais le fait le plus inquiétant, c'est qu'elle conduit à la généralisation progressive des fortes densités si elle se poursuit à long terme.

Dans les deux communes Giheta et Gitega, il y a incontestablement une pression démographique croissante sur les ressources naturelles notamment la terre, principale source de vie. C'est de la terre que l'homme tire la nourriture, un de ses besoins fondamentaux. Il y a aussi une telle croissance de la population en âge de travailler, de la population jeune, demandeuse d'emploi. Le Gouvernement ne parvient pas à créer les emplois nécessaires pour y faire face. Autrement dit, le taux de chômage risque probablement d'augmenter, sans oublier la masse des jeunes à charge des actifs.

L'émigration tend aussi à se généraliser. Tel est le cas pour l'ensemble du pays où beaucoup de cerveaux émigrent à la recherche d'une vie meilleure dans les pays voisins et ailleurs dans le monde. Nous proposons à ces défis une réponse, peut-être simpliste : « l'accroissement de la production agricole » et dès lors les problèmes clés

de la pression démographique seraient résolus. Cependant, il n'est pas à ignorer que le Burundi tout comme les autres pays où les populations arrachent la terre à l'aide du daba « la houe » sont susceptibles de ne pas satisfaire les besoins alimentaires d'une population qui augmente sans cesse. Une politique de développement durable mise en place par l'Etat est donc primordiale sinon l'avenir est sombre.

La pression démographique et la mobilité de la population sont des réalités très complexes, trop mouvantes. Nous ne prétendons pas avoir épuisé toute la matière en rapport avec notre sujet. Toutefois, nous espérons y avoir apporté une contribution et enrichissement importants. Et à travers cette étude, nous pensons avoir suscité l'intérêt de la part des autres chercheurs pour approfondir encore ce sujet si complexe.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

1. ACQUIER, J.L. et alii, *Atlas du Burundi,* Bordeaux, Ouvrage collectif, 1979, 30 planches.
2. BAUDOUIN, R., *Le développement agricole en Afrique tropicale*, Cujas, Paris, 1985, 320 p.
3. BEAUJEU-GARNIER, J., *Trois milliards d'hommes : Traité de démo-géographie*, Paris, Hachette, 1969, 402 p.
4. BIDOU, J.E., et alii, *Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, 1991, 288 p.
5. BOSERUP, E., *Evolution agraire et pression démographique*, Paris, Flammarion, 1970, 218 p.
6. CAZENAVE-Piarrot, A. et alii ; *Géographie du Burundi*, Paris, EDICEF, 1979, 135 p.
7. GEORGE, P., *Dictionnaire de Géographie*, 2è éd., P.U.F., Paris, 1974, 451 p.
8. GOUROU, P., *La densité de la population du Ruanda-Urundi : Esquisse d'une étude de Géographie*, institut Royal Colonial belge, Bruxelles, 1953, 325 p.
9. GUICHAOUA, A., *La mobilité Rurale en Afrique des hautes terres centrales surpeuplées. Le cas du Burundi*, 298 p.
10. LOUIS, H., *Union Internationale de l'Etude économique et de la population.* Dictionnaire démographique multilingue, Liège, 1981, P.4
11. PRESSAT, R., *Dictionnaire de démographie*, Paris, PUF, 1979, 295 p.

II. MEMOIRES ET THESES

1. BACAMURWANKO, L., *Les migrations inter-régionales, leur ampleur et leurs incidences au Burundi*, Mémoire, U.B., 1981, 103 p.
2. GAHAMA, J., *Idéologie et politique de l'administration indirecte. Le cas du Burundi (1919-1939)*, Thèse de doctorat de 3ème cycle, Paris, 1980, 436 p.

3. KINEZERO, M., *Pression démographique et élevage dans la région naturelle de Kirimiro*, Mémoire, U.B., 1989, 121 p.
4. NIYUNGEKO, L., Pression démographique et *consommation du capital naturel au Burundi*, Mémoire, FSEA, octobre 1984, 142 p.
5. NSABIMANA, A., *Croissance démographique et développement économique au Burundi. Quel ménage* ? Mémoire, Bujumbura, FSEA, 175 p.
6. SEZIBERA, S., *Les migrations pendulaires à Bujumbura*, Mémoire, FLSH, Bujumbura, 1984, 122 p.

III. REVUES, RAPPORTS ET PUBLICATIONS

1. Actes du Colloque d'Ouagadougou du 4-8 décembre 1978, *Maîtrise de l'espace rural et développement en Afrique tropicale, logique paysanne et rationalité technique*, Orstom, Paris, 1979, 320 p.
2. BAIROCH, P., *Tiers Monde dans l'impasse, le démarrage économique du 18ème au 20ème s.*, Paris, 1971, 372 p.
3. BERGEN, D.W., *Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi, donnée de superficie et de population par colline de recensement*, ISABU, 1992, 96 p.
4. NGAYIMPENDA, E., « *Registres paroissiaux, problématique et contribution à la démographie historique du Burundi* « in Cahiers d'histoire, IV-V.
5. NIYUNGEKO, L., «Cahier du CURDES n° 6. *Pression démographique et évolution du secteur rural* »,

6. REPUBLIQUE DU BURUNDI, *IVème plan quinquennal de développement économique et social 1982-1987,* Volume I, Bujumbura, 1984.
7. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET DE RECONSTRUCTION : *Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation,* Projet BDI/99/P04

8. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L'INTERIEUR :
   - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1979.*
   - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1990.*
9. SEMINAIRE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DES PARLEMENTAIRES ET AUTRES INTERVENANTS EN POPULATION ET DEVELOPPEMENT, « *La situation socio-économique actuelle et le problème de population au Burundi* », Bujumbura, Palais des congrès de Kigobe, du 18 au 20 septembre 2002.

ANNEXE

ANNEXE

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

I. IDENTITE COMPLETE

Nom _____ Prénom _____

Lieu de naissance _____ Age _____

Sexe _____ Etat Civil _____

Niveau d'étude _____

Activité principale _____

Autres activités _____

II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

1. Etes-vous marié (e) ? Oui ☒ Non ☐

2. Combien d'enfants avez-vous ?

1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐

9 ☐ 10 ☐ 10 et plus ☐

3. Combien d'enfants souhaiteriez-vous avoir ?

1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 et plus ☐

III. LA PRESSION SUR LES RESSOURCES

4. Comment avez-vous obtenu votre parcelle ?

- Par achat _____
- Par héritage _____
- Par don _____
- Par location _____

5. Quelle est la taille approximative de votre parcelle ?

6. Vous considérez que votre propriété est :

   a. juste suffisante ☐

   b. insuffisante ☐

   c. trop petite ☐

7. Quelle est la production de votre propriété ?

8. Avez-vous des animaux domestiques ?

   Oui ☐ Non ☐

   Si oui Q 10

9. Lesquels et combien ?

   a. Bovins ☐

   b. Petits ruminants ☐

   c. Volailles ☐

   Si non Q 10

10. Pourquoi ?

    a. absence de pâturages ☐

    b. problèmes financiers ☐

    c. crainte de voleurs ☐

IV. RENSEIGNEMENT SUR LES MIGRATIONS

11. Souhaiteriez-vous partir pour avoir mieux ?

    Oui ☐ Non ☐

    Si oui Q 13

12. Pourquoi ?

Parce que ma propriété est :

a. très petite ☐

b. stérile ☐

c. autres raisons ☐

13. Où préférez-vous aller ?

14. Quelles sont les raisons de votre choix ?

a. la disponibilité des terres ☐

b. recherche d'un emploi plus rémunéré ☐

c. pour des raisons de sécurité ☐

15. Comptez-vous retourner chez vous (ici) une fois installé là-bas ?

Oui ☐ Non ☐

16. Avez-vous des voisins qui sont déjà partis ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui Q 18

17. Combien ?

1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 et plus ☐

18. Quels incovénients liés aux départs des migrants ?

19. Quels avantages après leur départ ?